

CONSEIL NATIONAL DE ROUEN

TEXTES D'ORIENTATION POLITIQUE

1- TEXTE MAJORITAIRE (Chapuis - Dubreuil - Fontès - Lambert - Vincent)

Depuis Mai 1968, la combativité des ouvriers et des paysans n'a cessé de se manifester. Les couches sociales qui constituaient le principal soutien du régime capitaliste entrent en conflit ouvert avec le système politique. Le régime s'avère incapable de maîtriser les problèmes sociaux posés par la concentration de plus en plus accentuée des moyens de production.

Mais l'incertitude politique qui pèse sur la classe ouvrière et ses alliés favorise l'éparpillement et le cloisonnement des luttes et alimente les courants réformistes et corporatistes qui découragent l'initiative des masses.

Relier étroitement les luttes qui se développent sur les différents terrains de la lutte des classes, organiser le combat contre le pouvoir d'état de la bourgeoisie, créer les conditions d'une prise de pouvoir par les travailleurs, préparer une transition vers le socialisme en assurant l'hégémonie politique et sociale ouvrières, tels sont les impératifs essentiels du combat socialiste, ils impliquent l'existence dans notre pays, d'une puissante force révolutionnaire.

En construisant un parti révolutionnaire, les travailleurs se donneront l'instrument qui leur permettra de s'affirmer en tant que force politique collective et de présenter une alternative non seulement à l'après-gaulisme en crise, mais au régime capitaliste et à son Etat, et d'empêcher ainsi une autre alternative capitaliste.

La construction d'un tel parti étroitement lié aux masses en lutte est donc pour le P.S.U. l'exigence prioritaire.

La première condition est d'inscrire le P.S.U. lui-même dans le combat

des masses. Ce choix fondamental a été assuré dans les faits en Mai 1968, inscrit dans l'orientation du parti par les thèmes du congrès de Dijon, confirmé et précisé par le Conseil national de novembre 1969.

Il importe aujourd'hui de définir sur les principaux terrains de lutte, et particulièrement sur le terrain prioritaire des entreprises, la stratégie révolutionnaire capable de donner aux luttes de masse le débouché politique qu'elles requièrent. En imposant le contrôle ouvrier, en organisant la résistance contre la pression capitaliste du monde agricole, en développant les luttes scolaires, universitaires et culturelles contre le poids de l'idéologie bourgeoise et l'intégration au système capitaliste, le P.S.U. s'inscrit de façon déterminante dans le combat révolutionnaire.

De ce fait, le P.S.U. se trouve placé devant des responsabilités nouvelles par rapport à l'ensemble des militants révolutionnaires, organisés ou non, qu'ils se déterminent dans une action politique ou syndicale. Il se doit aussi de définir les conditions propres à assurer la victoire du courant révolutionnaire sur les courants réformistes, qu'ils soient animés par le P.C.F. ou par des forces du type social démocrate. Le parti doit éviter toute initiative qui amènerait à confondre la force révolutionnaire qu'il s'agit de créer avec une avant-garde idéologique enfermée dans son langage et ses pratiques sur des terrains particuliers tels que l'Université. Mais il sait aussi que le programme révolutionnaire, c'est-à-dire l'ensemble des objectifs et des moyens de lutte qui débouchent sur la conquête du pouvoir, n'est pas encore devenu un élément essentiel de la pratique des masses.

Le P.S.U. ne prétend pas trouver la solution tout seul. Il ne s'agit pas d'octroyer le socialisme à la classe ouvrière ou de lui fournir des recettes toutes faites ;

Les travailleurs doivent se convaincre par leur propre expérience que les objectifs fondamentaux de l'époque présente — lutte pour le contrôle ouvrier et contre les conditions de vie imposées par le capitalisme hors les lieux de travail — conduisent à mettre en question tout le système économique et politique.

La construction d'un parti révolutionnaire implique donc, non seulement le rassemblement du maximum de militants révolutionnaires, mais aussi le développement d'un mouvement de masse en vue de gagner le plus grand nombre d'ouvriers aux perspectives révolutionnaires.

C'est pourquoi le P.S.U. doit chercher sans faux-fuyant le regroupement des forces révolutionnaires telles qu'elles existent aujourd'hui (militants communistes oppositionnels, militants syndiqués ou inorganisés et groupes révolutionnaires). Il affirme qu'il est prêt à s'intégrer dans une organisation plus large et plus apte à répondre aux exigences de la situation. Ce regroupement est nécessaire pour mettre fin aux divisions qu'utilise le pouvoir, et pour permettre l'union des couches sociales d'origine intellectuelle avec la grande masse des travailleurs, le P.S.U. ne met pas comme condition à son insertion dans ce regroupement l'acceptation de tous les courants et groupes auxquels il s'adresse. Mais toute fusion à laquelle le P.S.U. se prêterait n'aurait de sens que si elle marquait un pas en avant effectif dans l'action révolutionnaire des masses. Il est clair

en effet que beaucoup de groupes révolutionnaires n'ont pas encore abandonné les comportements sectaires qui les ont marqués dès leur origine. Ils surestiment trop souvent la portée et l'efficacité de leurs mots d'ordre et tendent à ne voir dans les organisations de masse ouvrières et paysannes, que des obstacles sur la voie de la mobilisation populaire. Les pratiques qui en découlent tendent inévitablement à les isoler et à limiter leur influence à des couches bien particulières (étudiants, quelques secteurs jeunes de la classe ouvrière), socialement marginales. Pour toutes ces raisons les pratiques unitaires et la recherche du regroupement avec eux présuppose une critique sans complaisance de leurs erreurs.

L'étape actuelle de la construction du parti révolutionnaire passe par trois initiatives simultanées :

a) Proposition de discussion avec tous les groupes révolutionnaires y compris les opposants communistes sur les problèmes de la construction du parti révolutionnaire en posant les critères principaux qui permettent de mesurer les possibilités d'avancement du regroupement :

— La nature et la composition sociale du parti à construire, son rôle et sa stratégie ;

— la conception du rapport entre le parti et les masses, l'analyse du rôle actuel des mouvements de masse (syndicats notamment) et le choix d'une politique de front unique à l'égard du parti communiste ;

— les formes actuelles de la violence révolutionnaire de masse ;
— l'application de l'héritage de la révolution d'octobre ;

— les problèmes de l'internationalisme.

Ces discussions, nourries par l'analyse des pratiques communes, permettront de vérifier avec quels groupes sont réunies les conditions publiques d'une fusion organique.

b) Adoption et mise en pratique d'une politique de front unique avec le P.C.F. Cette politique implique à la fois des discussions à la base et au sommet avec lui sur les conditions générales de la lutte défensive et offensive face au gouvernement et au patronat et des initiatives unitaires en vue d'actions déterminées. C'est à travers une telle politique qu'apparaîtra aux yeux des militants du P.C.F. et des masses influencées par lui l'impasse que représente la politique immobiliste pratiquée par la direction du P.C.F. et les solutions réformistes qu'il préconise, politique qui ne répond pas aux aspirations d'une partie grandissante de la

classe ouvrière, aux changements et aux virtualités révolutionnaires qu'elles impliquent. Cette politique permettra également de montrer l'erreur politique grave qu'est son refus de défendre les militants révolutionnaires face à la répression.

c) Accentuation de notre propre transformation tant en ce qui concerne l'enracinement social du parti que ses pratiques organisationnelles par des discussions internes sur les formes et la nature du parti révolutionnaire et surtout par l'application effective des éléments de notre stratégie sur le contrôle ouvrier et la lutte anti-capitaliste dans le cadre de la vie. C'est à partir de cette application que pourra être assurée la liaison du parti des militants révolutionnaires inorganisés politiquement et avant tout les militants syndicalistes. Le recrutement réalisé dans ce cadre et les pratiques unitaires communes qui s'y dégageront, empêcheront la nouvelle formation de présenter un caractère trop intellectuel et non populaire.

Ces trois initiatives, menées simultanément, permettront de regrouper les militants révolutionnaires soucieux d'affronter le régime et l'état capitaliste avec des chances de succès.

II - UN PAS EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE (Bridier - Heurgon - Simon)

I. — La situation économique et le développement des luttes sociales confirment les thèses adoptées par le P.S.U. à son congrès de Dijon. La société capitaliste est entrée dans une crise irréversible dont elle ne pourra plus sortir. L'accélération de la concentration industrielle, la mainmise accrue du Capital financier sur les secteurs de l'Agriculture, de la distribution et de la recherche entraînent la paupérisation et la prolétarianisation partielle de nouvelles couches sociales et aggravent le taux d'exploitation dans les entreprises. D'où l'opposition de plus en plus vive de toutes les catégories frappées par l'évolution du capitalisme.

Certes, il ne s'agit pas d'une crise comparable à celle de 1930 et rien ne permet de prévoir l'effondrement

imminent du système. C'est pourquoi la stratégie du capitalisme n'est pas celle d'un recours au fascisme, dont les conditions économiques et sociales ne sont pas réunies, mais bien celle d'une politique sélective, alliant la répression contre l'avant-garde à la tentative d'intégration d'une partie des forces ouvrières.

C'est le sens de « la nouvelle société » qui veut substituer à une base sociale petite bourgeoise — contraire au développement des forces productives — une base sociale nouvelle, salariée, intégrée à la société capitaliste par les mécanismes de mensualisation, de participation, de contrat de progrès, d'actionariat ouvrier, etc.

Sur le plan politique, cette perspective se traduit par la « tentative d'ouverture » de R.Frey pour les

municipales et par le lancement de l'opération J.-J. S.-S. <Jean-Jacques Servan-Schreiber>. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de faire une politique social-démocrate sans social-démocratie, en prenant pour modèle la « nouvelle » société suédoise.

Mais ces grandes manœuvres ont échoué. Depuis plusieurs mois, le régime se montre incapable de mener à bien sa politique de pacification sociale. L'aggravation de la concurrence internationale ne lui permet pas d'en payer les frais. Le capitalisme français ne peut maintenir son taux de profit qu'en produisant en priorité pour la clientèle la plus solvable, c'est-à-dire pour l'exportation, pour les besoins privilégiés.

La conséquence de cette politique est évidemment le maintien de la combativité ouvrière et l'entrée en

lutte d'autres forces • étudiants, paysans, petits commerçants. Contrairement à l'opinion répandue par la propagande officielle, la période qui a suivi Mai 1968 n'est pas une période de refus des luttes ouvrières. La différence fondamentale entre la situation de Mai 1968 et la situation actuelle n'est pas dans le niveau de combativité mais dans l'absence de perspectives continues capables de donner une orientation globale et une issue commune à l'ensemble des luttes, qui risquent, dès lors, de se disperser en actions partielles et catégorielles.

Cette perspective unificatrice ne peut être que l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de l'économie de profit, le renversement de l'état bourgeois et l'instauration d'une démocratie ouvrière..

Le réformisme, arme principale de la bourgeoisie, continue à faire miroiter l'espoir d'un aménagement progressif du système capitaliste pour déboucher sur une plus grande justice sociale.

Mais l'expérience des réalités fait reculer ce genre d'illusion et les forces traditionnelles du réformisme sont en pleine liquidation.

Il en existe cependant une nouvelle forme, plus ambiguë et plus dangereuse. Le néo-réformisme du P.C.F. est la transposition de la coexistence pacifique sur le plan intérieur. Prisonnier d'une conception étatique et bureaucratique du socialisme et des relations internationales il n'a pas pour objectif la transformation révolutionnaire de la société française mais le renforcement d'une opposition légale qui s'intègre au système politique et neutralise les poussées révolutionnaires des masses.

La construction d'un nouveau parti révolutionnaire apparaît donc aujourd'hui comme une tâche impérieuse. Elle est indispensable pour répondre aux aspirations des masses pour donner une issue politique à leur combativité latente et les conduire à la victoire.

Le besoin d'un tel parti est ressenti dans les masses à des niveaux différents. Les groupes révolutionnaires organisés, d'inspiration trotskyste ou maoïste, en ont des conceptions contradictoires, mais ils ont en commun, par-delà ces contradictions, la

volonté d'agir dans le sens de la révolution socialiste, de combattre les illusions social-démocrate et légalistes dans le mouvement ouvrier. C'est aussi la volonté du P.S.U. !

En dehors des courants révolutionnaires structurés, dans les syndicats, dans certaines formations politiques réformistes et parmi la masse des travailleurs inorganisés il existe aussi, de manière diffuse, le désir d'une action conséquente, le besoin d'une organisation révolutionnaire, et une grande disponibilité militante. La mobilisation des forces est entravée par la dispersion des courants et leur apparente inefficacité. Une initiative politique dans le sens du parti révolutionnaire serait capable de cristalliser ces forces en même temps que celles des groupes existants, capables de libérer nos énergies latentes aujourd'hui sans application.

L'évolution du P.S.U., son importance numérique, son implantation dans les luttes sociales, dans les localités, dans les entreprises, l'intérêt suscité par ses thèses et ses positions politiques dans de larges couches populaires lui donnent à cet égard une responsabilité particulière. Lui seul peut prendre une telle initiative. Il a le devoir de prendre une telle initiative. Il a le devoir de la prendre. Il manquerait à sa tâche historique en s'y dérochant.

C'est pourquoi le Conseil National donne mandat à la D.P.N. de prendre des initiatives publiques, capables d'ouvrir le processus d'unification des forces révolutionnaires et du P.S.U. lui-même dans un parti nouveau au sein duquel il se fondera en renonçant à son identité propre.

II.— Quel parti voulons-nous construire ? Il ne s'agit pas, bien entendu, de se proclamer avant-garde et seul détenteur d'une idéologie miraculeuse. C'est l'engagement dans les luttes concrètes, c'est la capacité d'entraîner les masses qui caractérisent un parti révolutionnaire.

Il ne peut y parvenir qu'en s'appuyant sur des critères de classe, c'est-à-dire en utilisant l'instrument d'analyse du marxisme, en rompant sans équivoque avec les pratiques et les idéologies social-démocrates. Le parti révolutionnaire a pour tâche de faire la révolution, c'est-à-dire de renverser le pouvoir, de détruire

l'Etat bourgeois et de favoriser la création d'une démocratie ouvrière de masse, fondée sur l'hégémonie du prolétariat abolissant la dictature de la bourgeoisie. Il a pour tâche d'y préparer les travailleurs en développant les actions de masse, sans respect des barrières juridiques et du formalisme légal, mais avec le souci constant d'être compris des travailleurs, d'exprimer effectivement leurs aspirations, de s'intégrer à leurs luttes quotidiennes, d'entraîner la masse des hésitants, encore victimes des mystifications bourgeoises et des illusions réformistes.

III. Comment pourrions-nous construire ce parti ? En proclamant notre volonté de franchir une nouvelle étape, de dépasser le niveau actuel du P.S.U. pour créer un parti de type nouveau, nous ne pensons pas que les choses seront faciles.

Nous ne voulons pas dissoudre le P.S.U. dans une combinaison artificielle, par une simple fusion d'appareils. Nous ne voulons pas non plus faire passer les débats d'organisation avant l'action elle-même.

La voie de la construction du parti révolutionnaire passe au contraire par le développement des actions de masse en même temps que par l'approfondissement de la discussion idéologique dans la perspective de l'unité organique entre les courants, c'est-à-dire en faisant de cette unité elle-même l'un des axes de la discussion.

Les actions de masse sont la pierre de touche du processus d'unification.

La bataille pour le contrôle ouvrier est l'axe unificateur. C'est autour du contrôle ouvrier, autour des luttes menées dans les entreprises, que s'organisent les autres actions notamment sur le plan local, à partir des formes nouvelles d'exploitation capitaliste qui s'y développent. Il en va de même pour les actions de masse contre l'impérialisme (Indochine, Tchad, colonies portugaises, Afrique du Sud, etc.) qui doivent être liées à l'expérience des travailleurs, aux conséquences de l'exploitation impérialiste dans l'entreprise.

L'union de tous les courants révolutionnaires dans ces actions de masse doit être le ciment de la future unification. Le comportement, la capacité militante de chacun doit être

le critère décisif de l'appartenance effective au mouvement révolutionnaire de masse ainsi que le moyen de modifier en faveur de ce mouvement le rapport des forces avec le P.C.F.

Le P.S.U. doit faire à cet égard à tous les groupes révolutionnaires des propositions précises : action commune pour imposer le contrôle ouvrier dans les entreprises, participation au Secours Rouge, création d'un Comité de Soutien à la révolution indochinoise, développement de comités d'action sur les problèmes des logements, des transports, etc., pour que ces comités soient le terrain d'une dynamique allant largement au-delà des groupes constitués, ils doivent être démocratiques et unitaires de la base au sommet, ce qui exclut la forme de cartels d'organisations. En ce qui concerne l'Indochine, la base de constitution d'un comité national sera le soutien à la lutte révolutionnaire des peuples à partir des objectifs de leurs organisations de combat. En ce qui concerne la répression, la base sera le front uni, quels que soient les organisations ou les militants de gauche qui sont frappés.

Nous devons enfin nous efforcer d'étendre les campagnes à l'ensemble des secteurs d'intervention, en évitant les spécialisations trop étroites. Cependant, la construction du parti révolutionnaire ne découlera pas spontanément de l'addition des actions communes. Le débat idéologique est une condition nécessaire pour dépasser les contradictions actuelles. C'est à travers ce débat que se feront les regroupements et les décantations nécessaires, à l'intérieur de chaque courant dans le P.S.U. lui-même.

Nous connaissons les difficultés et le caractère apparemment incompatible de certaines positions. Nous considérons cependant que les clivages actuels ne sont pas définitifs. Nous pensons que les unifications partielles, loin de constituer une étape vers le parti révolutionnaire, ne feraient que figer les divisions existantes. Nous pensons que la discussion doit s'engager publiquement et à tous les niveaux avec l'ensemble des courants, sans exclusive, de l'A.J.S. à la Gauche Prolétarienne. Dans ce domaine de la discussion, comme dans celui des

actions de masse, le P.S.U. doit faire des propositions précises. Il doit proposer une vaste confrontation sur les thèmes suivants :

- a) Conception du parti révolutionnaire
- b) Masse avant-garde (classe, parti, syndicat) ;
- c) Violence révolutionnaire, violence de masse ;
- d) Relations internationales ;
- e) Le socialisme dans la période de transition.

Cette confrontation doit s'effectuer notamment à l'occasion de rencontre par branche d'activité et par secteur de lutte, elle doit donner lieu à la publication contradictoire des thèses en présence et des principaux débats, sous les formes appropriées.

IV. — Bien évidemment, le courant révolutionnaire n'est pas la simple addition du P.S.U. et des groupes trotskystes et maoïstes, il faut y inclure les militants communistes oppositionnels. qu'ils aient une carte ou non, ainsi que tous ceux qui n'appartiennent encore à aucune organisation politique mais participeront à la création du parti révolutionnaire si elle se fait dans la clarté, dans un esprit d'ouverture constamment affirmé.

Il faut aussi que les travailleurs communistes et les militants syndicalistes puissent juger à l'épreuve des faits, dans la réalité des luttes, la valeur des militants révolutionnaires et la justesse de leur ligne politique. C'est pourquoi l'objectif de l'unité organique du mouvement révolutionnaire ne doit pas signifier son isolement. Il donne au contraire tout son sens à la politique d'unité d'action ; à tous les niveaux, avec les autres forces de la classe ouvrière et singulièrement avec le P.C.F., sur les objectifs précis et limités.

Une telle politique d'action implique le rejet des illusions sur les stratégies d'unités de la gauche et de programme commun dans le cadre des institutions et de la légalité bourgeoise. Elle n'a pas non plus pour objet l'illusion chimérique d'entraîner l'appareil du P.C.F. en tant que tel, sur une base révolutionnaire. Elle doit permettre d'expliquer aux masses influencées par le P.C.F., dans le déroulement de l'action commune, la nature des respon-

sabilités et des désaccords. Seule une démarche de ce type est susceptible d'élever la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, ce qui est indispensable pour la constitution d'un parti révolutionnaire d'ouvriers. Une politique de dénonciation systématique et générale ne tiendrait aucun compte du rapport des forces réelles au sein de la classe ouvrière.

En revanche, le P.S.U. ne doit pas pratiquer à l'égard du P.C.F. une politique suiviste comme cela a été trop souvent le cas dans la période récente. Par exemple, il n'est plus possible de conserver les formes et le contenu de certaines actions communes, notamment l'union avec les forces démocratiques sur la loi scélérate et la répression. Le P.S.U. ne peut se maintenir dans un tel cadre que si le P.C.F. s'affirme solidaire de toutes les organisations de militants frappés par la répression.

D'une façon générale, il faut que le mouvement révolutionnaire reprenne l'initiative d'une action et d'une explication autonome sur les problèmes de l'impérialisme. Il ne faut pas qu'il se limite à suivre les actions du P.C.F., ce qui nous place dans l'impossibilité de critiquer les positions soviétiques et l'interprétation soviétique de la coexistence pacifique.

Les actions communes avec le P.C.F. ne peuvent être menées que si les conditions suivantes sont réalisées :

1. Intervention et présence autonome du P.S.U.
2. Actions de masse à tous les niveaux.
3. Possibilité de juger à tous moments en fonction du problème et du développement des luttes, si l'accord doit être maintenu ou remis en question.
4. Possibilité de développer notre orientation politique.
5. Rejet de toute diplomatie secrète et publication intégrale des débats.

V. — Le Conseil national considère enfin que le problème de la construction d'un nouveau parti révolutionnaire ne se limite pas à la France. Les autres pays de l'EUROPE OCCIDENTALE connaissent des problèmes analogues. Des courants proches des nôtres s'y manifestent,

avec les mêmes contradictions et les mêmes difficultés. Le Conseil national donne mandat à la D.P.N. et au Bureau de prendre tous les contacts nécessaires pour que sa prochaine réunion, consacrée aux problèmes internationaux, soit l'occasion d'une confrontation à l'échelle européenne entre tous les courants révolution-

naires, en vue d'une action coordonnée contre l'impérialisme et les grands cartels nationaux.

La révolution socialiste ne peut triompher en France que si le mouvement révolutionnaire s'étend rapidement à toute l'Europe. La solidarité prolétarienne internationale est une condition de sa victoire et

de sa survie. Le regroupement des forces révolutionnaires européennes en liaison avec les peuples en lutte des autres régions du monde est le prolongement indispensable de la construction du parti révolutionnaire en France, la garantie nécessaire de son efficacité.

III - CHOISIR LE CAMP RÉVOLUTIONNAIRE (Ancel - Bompard - Baudy - Rouilleaut - Terray)

La situation actuelle se caractérise par la montée des luttes et la mise en avant des formes nouvelles d'affrontement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. En face de cette situation, le pouvoir ne peut plus se contenter de sa politique d'intégration, et il passe à une répression de plus en plus brutale. Contre cette politique de pouvoir, notre parti a élaboré sur le plan des entreprises une première riposte : « LA STRATEGIE DU CONTROLE OUVRIER ». La conférence nationale entreprise a donné de cette stratégie une définition à laquelle nous souscrivons pleinement : le contrôle ouvrier, ce n'est ni la cogestion, ni l'instauration du pouvoir ouvrier partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique ; ce n'est pas non plus une « campagne » ni un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis, etc. Le contrôle ouvrier se place en dehors de toute légalité dans l'entreprise, en dehors de toute institution, c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de force qui permet de placer le patron devant le fait accompli.

Grâce à cette stratégie, la classe ouvrière s'arrache à l'emprise de l'idéologie bourgeoise et prépare sa constitution en force politique autonome capable de conquérir le pouvoir d'Etat.

Le contrôle ouvrier repose sur un certain nombre de principes :

— Refus de toute participation et de toute intégration.

— Volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli.

— Rupture avec la légalité patronale ou bourgeoise.

— Priorité accordée à l'initiative à la base.

— Démocratie prolétarienne de masse.

Ces principes ne sont pas seulement valables dans le secteur des entreprises ; ils peuvent et doivent guider notre action dans toute une série d'autres secteurs et en particulier la ville d'une part, l'université d'autre part.

Il ne resterait pas grand-chose de l'unité et de la cohérence de l'action du parti, si dans les entreprises nous appliquions la stratégie du contrôle ouvrier et dans les autres secteurs des principes stratégiques différents (gestion des institutions bourgeoises, enquêtes des prétendus contre-pouvoirs, délégation de responsabilité de la lutte à une minorité de spécialistes, etc.). Tous les militants du parti admettent que le front des entreprises est le front principal de la lutte anticapitaliste. mais il faut tirer les conséquences de cette priorité, non seulement sur le plan de l'organisation mais aussi et surtout sur le plan politique : nous devons d'une part consacrer l'essentiel de nos efforts au développement de l'implantation et de l'action dans ce secteur ; d'autre part et surtout, la stratégie que le parti met en œuvre sur ce front décisif doit « s'inspirer » et déterminer son action dans tous les autres domaines.

Mais il faut être très clair : la stratégie de contrôle ouvrier est une stratégie offensive ; elle se place en dehors des institutions de la bourgeoisie et vise à les détruire ; elle met l'accent sur l'initiative à la base et elle s'oppose donc directement à la stratégie, stratégie proposée par les organisations réformistes et en particulier par le P.C.F. et la C.G.T., qui repose sur la défense des avantages acquis, la colonisation des institutions bour-

geoises, l'occupation de l'appareil d'Etat et une action conduite non par les masses elles-mêmes, mais par une avant-garde soi-disant éclairée et responsable. De même, les formes d'actions qu'implique la stratégie de contrôle ouvrier — rupture avec la légalité patronale et bourgeoise — s'opposent aux formes préconisées par les réformistes qui s'enferment dans un strict respect de cette légalité et répriment toutes les formes de luttes radicales qui depuis Mai 68 ont été mises en avant. Si nous adoptons et si nous appliquons effectivement la stratégie du contrôle ouvrier, nous serons du même coup obligé, bon gré, mal gré, de choisir notre camp et nos alliés. (Nous ne pourrions plus avoir notre côté cour et notre côté jardin, être un jour l'aile gauche, l'aiguillon ou la mouche du coche du camp réformiste et le lendemain un élément du camp révolutionnaire.)

La politique actuelle du B.N., qui consiste à esquiver personnellement ce choix, ne sera plus tenable si la stratégie du contrôle ouvrier devient dans la réalité, et non plus dans les mots, l'axe d'action du parti. Pour nous, au contraire, il faut choisir de façon nette et claire le camp révolutionnaire dès maintenant. Choisir le camp révolutionnaire, cela signifie s'atteler sérieusement à la construction du parti révolutionnaire.

Comment envisager cette construction ?

1°) Il est évident que le parti révolutionnaire ne naîtra pas d'un simple élargissement du P.S.U. tel qu'il est. De nombreux militants qui partagent notre refus de la ligne réformiste travaillent dans les groupes révolutionnaires, et il n'est pas question qu'en l'état actuel du P.S.U. ils se ral-

lient purement et simplement dans nos rangs. D'autre part et surtout, de nombreux militants inorganisés attendent pour s'engager, la constitution d'une force révolutionnaire unifiée.

2°) Le processus d'unification sera sans aucun doute long et difficile, mais il ne saurait commencer par des exclusives a priori contre tel ou tel des courants qui composent actuellement le camp des révolutionnaires. Privilégier les trotskystes, comme le voudrait Kergoat, c'est consolider la division du camp révolutionnaire en prétendant travailler à l'unir ; c'est renforcer la tentation sage sérieuse et respectueuse des lois. Quelles que soient les critiques que l'on peut adresser aux maoïstes français, ils ont au moins le mérite d'avoir propagé de nouvelles formes de luttes ouvrières et d'avoir mis à l'ordre du jour le problème de la violence révolutionnaire. Que serait un parti révolutionnaire qui n'intégrerait pas son rapport ? Si, au cours du processus apparaissent des partenaires privilégiés, ce seront d'une part ceux qui partagent notre volonté d'une action de masse : Lutte ouvrière, Vive la Révolution, les militants des Cahiers de Mai, etc.

3°) La construction du Parti Révolutionnaire implique d'abord un débat avec l'ensemble des militants et des groupes qui constituent le camp révolutionnaire ; ce débat devra être conduit non seulement au sommet, mais aussi à la base entre les militants et porter sur l'ensemble des problèmes de stratégie et d'organisation qui se posent à nous, tant sur le plan national que sur le plan international. Mais c'est principalement dans l'action commune que se construira le Parti Révolutionnaire. Dès aujourd'hui, nous pouvons et devons proposer à nos partenaires une mise en œuvre commune de la stratégie du contrôle ouvrier : il y a en effet une convergence remarquable entre la définition donnée de cette stratégie par la Conférence Nationale Entreprises et les positions défendues depuis plusieurs mois par certains groupes (V.L.R., Cahiers de Mai). Nous pouvons et devons également leur proposer des initiatives communes contre la répression et contre l'agression U.S. en Indochine.

Tant par les mots d'ordre que par les formes d'actions, ces initia-

tives devraient trancher nettement par rapport aux prétendues actions du bloc réformiste — les pétitions, les défilés-promenade et les meetings pique-nique — et démontrer correctement aux travailleurs de ce pays la capacité d'action unie et autonome du camp révolutionnaire et par conséquent l'existence d'une alternative révolutionnaire à la voie réformiste.

En ce qui concerne le P.C.F., nous devons nous garder de le considérer comme un bloc homogène et adopter des attitudes différentes par rapport aux différents éléments qui le constituent. La direction, les cadres et l'appareil du P.C.F. sont les supports et les agents du réformisme au sein du mouvement ouvrier et, en temps que tel, ils jouent le rôle d'alliés objectifs de la bourgeoisie. Ils sont responsables de pratique liquidatrice et bureaucratique qui caractérise aujourd'hui l'action du P.C.F.

En ce qui concerne les militants nous n'avons pas à entrer de quelque manière que ce soit dans le mythe des militants, forcément sain et révolutionnaire, et des dirigeants de la « bureaucratie » parfaitement bourgeoise. En réalité de nombreux militants du P.C.F. sont totalement sur une ligne réformiste et en rajoutent dans la lutte anti-gauchiste. Par contre sur des combats précis d'autres militants retrouvent des réflexes et des orientations correctes à condition qu'il existe des initiatives extérieures.

Enfin, les travailleurs influencés par le P.C.F., même s'ils sont actuellement placés sous l'influence du réformisme, constituent un élément nécessaire à la construction du parti révolutionnaire ; les amener sur nos positions, les entraîner dans nos luttes est peut-être la tâche décisive des années qui viennent. Pour mener à bien cette tâche nous devons d'abord rompre avec toute stratégie d'unité de la gauche qui allierait le P.S.U. sur les positions du P.C.F. et sa politique d'union des forces démocratiques. Nous devons d'autre part renoncer à l'illusion qu'il est possible d'attirer la direction et l'appareil P.C.F. vers une stratégie révolutionnaire.

En effet la base sociale du P.C.F. sur le plan militant comme sur le plan électoral a connu depuis quelques années d'importantes mutations.

De plus en plus nombreux sont les militants du P.C.F. qui directement ou indirectement dépendent matériellement de l'appareil du P.C.F. : permanents politiques ou syndicaux, fonctionnaires des municipalités détenues par le P.C.F. etc. D'autre part pour gagner à ses positions les couches moyennes modernes et en particulier les ingénieurs, cadres et techniciens d'une part, les enseignants, d'autre part, le P.C.F. a été amené à adopter des mots d'ordre et des formes d'action de légalistes et réformistes, sur le problème de la hiérarchie des salaires par exemple. Ces concessions ont atteint leur but, ingénieurs, techniciens, cadres adhèrent de plus en plus nombreux au P.C.F. mais recrutés sur une telle base, ils renforcent à leur tour le réformisme du P.C.F. D'autre part, l'U.R.S.S. reste pour le P.C.F. un modèle et un guide et la politique de collaboration de classe de l'appareil du P.C.F. n'est que le reflet sur le plan national de la politique non seulement de collaboration mais de capitulation de classe pratiquée à l'échelle internationale par l'U.R.S.S.. Par conséquent, il est désormais totalement vain d'attendre un redressement révolutionnaire de l'appareil du P.C.F. comme tel et les espoirs fondés par certains camarades, au dedans et au dehors du parti sur les luttes de clan qui se déroulent au sommet du P.C.F. sont tout à fait dérisoires.

Notre stratégie vis-à-vis du P.C.F. n'a donc pas pour objectif ce redressement illusoire, elle vise à exploiter au maximum les difficultés du P.C.F. et à rallier le plus grand nombre de ses militants et des travailleurs qu'il influence à une stratégie révolutionnaire. Ce ralliement ne sera pas obtenu par la politique de harcèlement et de parasitage qui a été pratiquée ces derniers mois par le P.S.U. et qui a abouti en fait à un suivisme malsade. Cette politique n'a pas permis de développer le courant révolutionnaire, elle n'a pas favorisé la prise de la conscience des travailleurs influencés par le P.C.F. parce qu'elle a amené les masses à confondre révolutionnaires et réformistes dans la même notion de « gauche ». Le communiqué précédant la manifestation de la bourse du travail, la place de la Direction du Parti dans le cortège du 1er Mai, l'appel à or-

ganiser des délégations auprès des élus, le désistement systématique en faveur du candidat de gauche le mieux placé etc. sont des exemples de cette attitude suiviste à l'égard du P.C.F. Nous devons critiquer ouvertement et fermement la politique des dirigeants et des cadres du P.C.F. et ne pas diffuser l'appréciation que nous portons sur la nature et le rôle du P.C.F. aujourd'hui. Il ne peut être question d'atténuer ou d'interrompre cette critique sous des prétextes unitaires ; d'autre part, elle devra être conduite de façon à ne pas susciter à la base du P.C.F. un réflexe d'esprit de corps et de patriotisme du Parti menant militants et sympathisants à serrer les rangs autour de dirigeants. Les débats devront donc toujours porter sur le fond ; et il faudra éviter absolument les injures, les attaques personnelles... De ce point de vue, il ne s'agit pas de répéter les erreurs commises par la G.P. en ce domaine.

Mais en réalité seule la construction du Parti révolutionnaire et les actions autonomes du camp révolutionnaire permettront de faire réfléchir et évoluer les militants du P.C.F. et les travailleurs qu'il influence.

Il est illusoire d'espérer peser sur la politique du P.C.F. en négociant au sommet avec sa direction ou en parasitant ses manifestations. Il ne

s'agit en aucune façon de considérer en bloc les militants du P.C.F. comme l'ennemi principal et les traiter comme tels. Il s'agit de prendre des initiatives directement et explicitement tournées contre la bourgeoisie, ses patrons et son état, et d'obliger les militants du P.C.F. à se situer par rapport à ces initiatives et sur la base du rapport de force qu'elles auront permis de créer. L'expérience montre que l'application d'une telle politique permet souvent d'entraîner dans la lutte sur nos mots d'ordre des militants du P.C.F. et des travailleurs qu'il influence malgré l'opposition de l'appareil du P.C.F. et des travailleurs. Nous ne sommes donc pas opposés par principe aux discussions du P.C.F., y compris avec sa direction mais nous pensons que ces discussions n'ont de sens et de portée que sur la base des initiatives que nous aurons prises, et que leur conduite doit être entièrement subordonnée à nos objectifs stratégiques : construire le Parti révolutionnaire et accélérer la prise de conscience des travailleurs influencés par le P.C.F. D'autre part, l'ouverture de telles discussions doit être soumise à deux conditions absolues :

1° Elles doivent être intégralement publiques. Il n'est pas question d'accepter aucun débat à huis clos. Les discussions doivent être menées

non seulement devant l'ensemble des militants des deux partis mais également entre les fédérations et les sections. Ceci implique deux conséquences en ce qui concerne l'actualité :

— le P.S.U. doit quitter immédiatement le Cartel des organisations dites de gauche contre la loi anti-casseurs. En effet, la majorité des participants de ce cartel soutient que la loi anti-casseurs est inutile, puisque le code permet déjà une répression aussi brutale que Marcellin peut le souhaiter. Allons-nous continuer longtemps de siéger aux côtés de ces conseillers juridiques de la répression ?

— le B.N. doit rendre immédiatement public le contenu des discussions qu'il a depuis plusieurs semaines avec le P.C.F., et faire que l'ensemble du Parti juge de l'utilité de la poursuite des discussions.

Le choix est donc clair et urgent. Nous souhaitons bien entendu que le Parti se prononce dans le sens que nous lui proposons mais nous demandons au moins qu'il n'ajourne pas une fois de plus sa décision par une de ces unanimités factices dont nous avons eu trop d'exemples et qui ne serait comprise ni par les militants ni par les travailleurs qui nous ont jusqu'à présent pris au sérieux.

IV - LES RESPONSABILITÉS ET LES INITIATIVES DU P.S.U. DANS LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

(Kergoat - Leucate - Mousel - Vessillier)

Face à la stratégie développée depuis mai 1968, par la bourgeoisie monopoliste le problème de la construction du parti révolutionnaire, le problème de la direction politique des luttes de masse, sont aujourd'hui posés.

Malgré la faillite des forces politiques traditionnelles, malgré le réveil de la combativité ouvrière, l'hégémonie réformiste n'est qu'à peine remise en cause au sein des masses. C'est pourquoi le P.S.U. doit chercher sans faux-fuyants le regroupement des forces révolutionnaires telles qu'elles existent aujourd'hui (militants communistes oppositionnels, militants syndiqués ou inorganisés et groupes révolutionnaires) en affirmant qu'il est prêt à s'intégrer dans une organisation plus

large et plus apte à répondre aux exigences de la situation. Ce regroupement est nécessaire pour mettre fin aux divisions qu'utilise le pouvoir, et pour permettre l'union des couches sociales d'origine intellectuelle avec la grande masse des travailleurs.

1°) C'est tout le parti qui doit s'engager dans cette tâche avec l'ensemble de ses acquis organisationnels politiques et stratégiques, développés au fur et à mesure de la confrontation de la ligne du parti avec sa pratique des luttes.

Parce qu'il a conscience de représenter un élément essentiel du futur parti révolutionnaire le P.S.U. sait que son propre développement, comme la clarification de certaines de ses positions sont une contribution considérable à la construc-

tion du parti révolutionnaire. C'est pourquoi il accorde la plus grande importance au développement de l'axe stratégique du contrôle ouvrier. C'est pourquoi tout en pratiquant sans réticence l'unité d'action avec l'ensemble des courants révolutionnaires il se refusera à tout abandon de souveraineté partielle sur quelque secteur que ce soit, tant qu'un accord global avec d'autres forces ne sera pas intervenu.

Il convient enfin d'armer le parti du mieux pour les tâches qui l'attendent. Parallèlement au développement des luttes de masses, aux débats exigeants avec les forces révolutionnaires, à la politique du P.C.F., le débat interne doit se poursuivre. Le conseil national mandate la D.P.N. pour organiser la discussion appro-

fondie dans le parti sur :

— La nature du parti révolutionnaire de type nouveau.

— Notre conception de l'internationalisme prolétarien.

2°) Le parti révolutionnaire se construira dans les luttes de masse ou ne se construira pas. A cet égard, le conseil national a décidé :

— qu'un bilan devra être tiré des campagnes que nous avons menées avec certains groupes révolutionnaires et que ce bilan sans complaisance devra être effectué au niveau local.

— que la prochaine D.P.N. devra, après avoir examiné la situation politique et sociale, décider des prochaines actions de masse nécessaires, et proposer à l'ensemble des groupes révolutionnaires qu'elles soient menées en commun ;

— de proposer à des groupes révolutionnaires que des actions communes soient menées sur les différents aspects de la campagne - ville tant nationalement que localement ;

— d'imposer les sanctions organisationnelles des campagnes qui auront atteint un impact de masse, par la création de comités de base auxquels nos militants participeront activement sans pour autant que notre parti renonce à son expression politique autonome dans le secteur concerné.

3°) La discussion avec les groupes en vue du regroupement révolutionnaire : c'est en fonction de quatre critères que celle-ci doit s'engager :

A) avec tous les courants qui font le choix d'une politique de front unique à l'égard du P.C.F.

B) avec tous les courants qui en posant le problème des rapports avant-garde- masse estiment nécessaire la présence massive offensive des militants révolutionnaires au sein des organisations syndicales.

C) Avec tous les courants qui admettent la nécessité de la violence révolutionnaire de masse et refusent les pratiques putchistes et aventuristes à cet égard.

D) Avec tous les courants qui peuvent admettre que la pratique de l'internationalisme prolétarien c'est d'abord la liaison effective entre les luttes menées par des avant-gardes aujourd'hui éparses au plan mondial et non l'adhésion à une mythique direction internationale des luttes ou la soumission aux intérêts diplomatiques d'un état, même si on baptise celui-ci "Base rouge de la révolution mondiale".

Ces quatre points ne forment certes pas l'ensemble des discussions à mener avec les groupes révolutionnaires. Mais ce sont les premiers à aborder car aucun regroupement n'est envisageable sans accord sur ces points. La discussion ainsi engagée devra être publique et se déroulera simultanément au sommet et à la base : elle pourra ainsi intégrer les oppositionnels communistes, d'Unir - débat ou d'ailleurs, les travailleurs syndiqués qui se reconnaissent dans l'aile gauche de la C.F.D.T., elle pourra être présentée en termes vivants aux militants qui luttent sur le front des luttes paysannes. Cette discussion devra nous permettre de sortir du statu quo, de porter le débat au sein même des groupes révolutionnaires, d'intervenir dans les débats qu'ils ont entre eux, comme notamment L.O. et L.C. Elle devra permettre un premier partage entre ceux avec lesquels le regroupement est possible en l'état actuel de leur évolution, et ceux avec lesquels il ne l'est pas. Le Conseil national se refuse sur ce point à la politique de tout ou rien : attendre que tous se soient mis d'accord, de la G.P. à l'A.J.S., serait revenir hypocritement à l'immobilisme. Il admet donc la possibilité de regroupement partiel, dès lors qu'il apparaîtrait que celui-ci marquerait un pas en avant effectif dans l'action révolutionnaire des masses.

4°) Adaptation mise en pratique d'une politique de front unique à l'égard du P.C.F. :

Cette politique implique à la fois

des discussions à la base et au sommet avec lui sur les conditions générales de la lutte défensive et offensive face au gouvernement et au patronat et des initiatives unitaires en vue d'actions déterminées. C'est à travers une telle politique qu'apparaîtra aux yeux des militants du P.C.F. et des masses influencées par lui l'impasse que représente la politique qui ne répond pas aux aspirations d'une partie grandissante de la classe ouvrière du changement et aux virtualités révolutionnaires qu'elles impliquent.

Les actions communes avec le P.C.F. ne peuvent être menées que si les conditions suivantes sont réalisées :

— intervention et présence autonome du P.S.U. ;

— actions de masse à tous les niveaux ;

— possibilités de développer notre orientation politique ;

— possibilité de juger à tous moments en fonction du problème et du développement des luttes si l'accord doit être maintenu ou remis en question ;

— rejet de toute diplomatie secrète et publication intégrale des débats.

Mais la réalité c'est que la véritable rupture avec les tentations d'une politique « contriste » qui ferait du P.S.U. tantôt l'interlocuteur du P.C.F. tantôt celui des groupes révolutionnaires, n'est pas dans les affirmations de principe : elle réside dans la construction du parti révolutionnaire, modifiant le rapport de force, créant un pôle d'attraction à sa gauche et imposant au P.C.F. le débat avec le courant révolutionnaire.

Ces quatre démarches simultanées constituent le contenu de l'initiative centrale que le P.S.U. propose aujourd'hui à l'ensemble des militants révolutionnaires, organisés ou inorganisés : elle constitue le début du processus vers l'unification organique des courants révolutionnaires avec lesquels un accord pourrait se faire sur ces bases.

MOTION CONTRÔLE OUVRIER ET SYNDICATS (LEUCATE)

Le conseil national rappelle la nécessité de l'outil syndical pour les travailleurs qui leur permet de se faire entendre, de se regrouper et de mener l'action.

Mais sur cette base, nous devons préciser les implications de l'axe de lutte du Contrôle ouvrier au niveau de la pratique et de l'organisation syndicale :

1) La forme syndicale n'est pas elle-même dépassée aux yeux des travailleurs. Les syndicats ouvriers représentent une forme irremplaçable d'organisation et de coordina-

tion des luttes correspondant au premier niveau de prise de conscience des masses ouvrières.

2) De nouvelles formes de luttes, plus dures dans leurs objectifs et plus démocratiques dans leur mode de conduite, tendent à se développer dans certains secteurs. De telles actions préfigurent le contenu concret du contrôle ouvrier. L'application effective du contrôle ouvrier amènera inévitablement à relever les contradictions entre ceux qui acceptent la démocratie à la base, et ceux qui la refusent

3) Mais nous ne pouvons donner pour objectif à l'intervention du Parti, dans les entreprises, de se

développer, contre les organisations syndicales ouvrières existantes avec pour objet avoué la construction d'une organisation syndicale, Un tel choix appliqué à la phase actuelle ne peut conduire qu'à isoler les militants révolutionnaires et à laisser le contrôle des luttes réelles aux forces réformistes et à négliger les devoirs des militants dans leurs organisations pour intervenir sur l'orientation générale et combattre les idéologies réformistes.

En ce qui concerne le débouché politique des luttes revendicatives, il ne pourra être trouvé que si le parti se donne deux objectifs complémentaires dans les entreprises (à mettre

en œuvre à partir de situations concrètes) :

- Le renforcement systématique de l'organisation politique sur les lieux de production (groupes et sections d'entreprises) avec le soutien organisé des sections locales pour y faire le travail politique de propositions à l'ensemble des travailleurs.

- La présence massive et offensive des militants révolutionnaires au sein des organisations de masse existantes, y imposant par une pratique exigeante la démocratie syndicale et en luttant pour les Assemblées générales du Personnel, le durcissement des formes et des objectifs de lutte qui implique le contrôle ouvrier.

ÉLECTIONS MUNICIPALES (Texte majoritaire) GONTCHAROFF

Dans les municipalités, le capitalisme et ses alliés prétendent faire de la pure gestion ; en fait, ils défendent les intérêts de la classe au pouvoir et poursuivent là comme dans les entreprises, leur domination économique et culturelle.

La stratégie du P.S.U. dans le " cadre de vie " n'est pas différente de celle qui est appliquée dans les entreprises.

Le P.S.U. entend attaquer de front le pouvoir capitaliste partout où il s'exerce. L'action municipale ne se justifie que si elle permet d'amplifier les luttes constantes qui sont menées dans les communes à propos de la campagne « cadre de vie » et dans l'axe de lutte pour le contrôle ouvrier.

Les équipes locales du P.S.U. qui s'engageront dans la campagne des élections municipales devront donc :

a) avoir déjà manifesté la présence du parti, dans la commune, sur le terrain des luttes concrètes ;

b) rester en liaison avec les forces qui s'opposent à l'exploitation capitaliste ;

c) choisir des candidats politiquement formés et d'un militantisme assuré, capable de résister à la pression sclérosante et réformiste de la structure et du milieu et d'y défendre la stratégie du parti ;

d) instaurer une liaison étroite entre les sections et les directions

fédérales en vue d'animer et de soutenir la campagne et de contrôler le travail des élus.

Une commission nationale chargée de faire respecter la discipline du parti et d'assurer une cohérence totale de nos positions locales sera mise en place par la D.P.N.

Il découle de cette orientation que la perspective pour le parti, d'avoir des Elus n'est pas celle de la Constitution d'une équipe gestionnaire, mais celle de militants délégués par le parti pour utiliser l'appareil municipal suivant nos choix.

La gestion ne saurait être un objectif, ni même une servitude dont on pourrait feindre d'ignorer les conséquences intégrationnistes, dans la mesure où l'on ne peut la récuser en bloc parce que les élus ne peuvent refuser d'utiliser pour le service des travailleurs, les possibilités de plus en plus réduites qui sont laissées aux communes, il faut se préparer à surmonter son ambiguïté. Pour cela nous devons déborder la simple gestion pour faire apparaître les limites de l'action municipale et ce à quoi elle se heurte en dernier ressort : le mode d'exercice du pouvoir par la bourgeoisie, directement et par le pouvoir d'Etat.

Ce souci majeur a deux conséquences :

1°) Le Conseiller municipal P.S.U. doit être un militant actif sur sa circonscription engagé dans les actions

de masse et participant à l'action du Parti. Dans ces conditions il est indispensable que le parti évalue clairement — y compris en fonction des expériences passées — sa capacité à déléguer des militants dans les municipalités ; à leur fournir l'appui politique suffisant et à contrôler en permanence leur activité.

2°) La nécessité d'une plate-forme nationale qui serve de référence et permette d'éviter une campagne qui nourrirait des illusions réformistes.

Le Conseil national adopte le cadre général de la plate-forme ci-dessous :

1°) Une recherche de points de rupture doit être au centre de notre stratégie à l'intérieur des municipalités :

- rupture par rapport à la mainmise du capitalisme sur la production du cadre de vie autour de l'idée de l'impuissance croissante des collectivités locales en face de l'offensive spéculative et affairiste.

- rupture par rapport à la complicité entre l'Etat centralisé et l'offensive capitaliste, autour de la lutte contre la centralisation et contre tous les aspects de la tutelle apolitisme municipal, fiscalité, faiblesse technique devant les rouages technocratiques de l'état...

- rupture par rapport à la complicité possible du pouvoir municipal distributeur de la pénurie — et les puissances politiques et écono-

miques qui déterminent le pouvoir réel.

2°) La dénonciation d'un système municipal qui se contente de respecter les règles du jeu capitalistes et devient un simple rouage déconcentré de l'état.

3°) Une justification nouvelle de l'existence de municipalités populaires par :

— la nécessité de l'action collective permanente (pas seulement au moment des élections) assortie de propositions concrètes d'auto-organisation (comités) hors des cadres légaux ;

— la convergence entre les luttes des travailleurs dans leurs entreprises et les besoins exprimés par la population, avec un engagement sans ambiguïté de faire de l'appareil municipal un moyen de combat contre le régime et le soutien aux luttes de travailleurs ;

— l'insertion des travailleurs immigrés dans les luttes politiques, leur participation à la direction de ces luttes.

— l'intervention directe de la population dans l'utilisation des moyens

de la municipalité ;

— la démonstration (et non la mise sur le boisseau) des blocages que le système engendre.

4°) Le rejet de la conception même du pouvoir municipal, tel qu'il est défini par la loi, c'est-à-dire refus de l'autoritarisme légal des maires, de la décision occulte d'un petit groupe de dirigeant de mini-notables, de l'impérialisme municipal vis à vis des associations locales, mais au contraire l'intervention de la population par tous les moyens et à tous les niveaux du débat municipal : circulation de l'information, bulletins municipaux et autres moyens pédagogiques, commissions extra-municipales, encouragement au populisme des associations.

Il faut faire des municipalités des centres de rassemblement de la population contre le pouvoir.

C'est par rapport à cette plateforme que les alliances avec d'autres organisations seront envisagées :

— d'une part avec le P.C.F. nous devons refuser une discussion qui se limiterait à un marchandage de sièges, qui n'aborderait le pro-

blème municipal que par le biais d'un programme-catalogue gestionnaire, qui aliénerait les possibilités d'expression publique du courant socialiste en le réduisant à un rôle de force d'appoint, qui jetterait une quelconque exclusive à l'égard des groupes révolutionnaires, qui étendrait l'accord à des forces qui ne partageraient pas l'orientation générale définie ici. Un accord de ce type ne pourrait être passé que dans le cadre national.

— d'autre part, avec les groupes révolutionnaires et les militants organisés ou non, partout où ils existent.

Ne pouvant exclure l'impossibilité d'un accord avec le P.C.F., le P.S.U. avec les groupes et militants qui se seront retrouvés sur les bases indiquées ci-dessus, présentera des listes autonomes.

C'est pourquoi le Conseil national demande aux sections et fédérations de prendre dès maintenant les contacts nécessaires à la constitution d'équipes capables de réaliser l'unité des forces socialistes et révolutionnaires pour la campagne municipale.

UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES OU UNION DES FORCES SOCIALISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES (Texte Minoritaire) ALHADEF

Les municipales font partie intégrante de l'appareil d'Etat bourgeois, même si elles conservent des parcelles d'autonomie politique. En conséquence, il serait illusoire de croire que l'on peut faire des municipalités des îlots socialistes ou des bastions ouvriers.

L'expérience historique des municipalités ouvrières a démontré l'impossibilité d'une pratique révolutionnaire sur le plan municipal, et a eu pour conclusion logique la constitution de cartels de défense des « libertés locales ».

En effet, le soutien aux luttes anti-capitalistes, dès que celle-ci mettent en cause le pouvoir d'état, place le mouvement ouvrier devant un choix :

— soit limiter ou abandonner son soutien actif aux luttes pour se maintenir dans les municipalités à des conditions acceptables par le pouvoir ;

— soit, par le soutien sans ré-

serve apporté aux luttes anti-capitalistes, s'exposer à un affrontement avec le pouvoir central qui mène dans les cas extrêmes à la dissolution.

Le P.C.F. a choisi, avec les résultats que nous connaissons, la première voie, nous devons choisir l'autre voie, c'est-à-dire démontrer clairement la nature de classe de l'Etat bourgeois à travers un certain nombre d'affrontements.

Quelle campagne ?

Il faut préciser à l'échelon national le type de campagne que nous mènerons.

Elle doit être :

1°) l'occasion de dénoncer le système municipal, rouage administratif qui permet, entre autres, à la bourgeoisie d'exercer sa domination politique. Nous devons contester la toute puissance et l'accaparement de nos villes par le capitalisme ;

— l'affirmation de la nécessité de l'action collective, de l'intervention directe et permanente de la population en dehors des périodes électorales de la liaison avec les luttes des travailleurs dans les entreprises ;

— la participation des travailleurs immigrés à la direction des luttes ;

— la démonstration de la mainmise sous le boisseau du blocage que le système engendre.

Pour appuyer cette plateforme, et pour constituer les listes, la position du P.S.U. est claire :

1) il n'admet aucune exclusive, tant vis-à-vis de ses partenaires naturels du courant révolutionnaire que du P.C.F.

2) sa position sera déterminée nationalement, les apports politiques seront nationaux ou ne seront pas ;

3) tout accord local sera soumis au contrôle national.

Aussi la campagne des municipi-

pales s'engagera dans les conditions suivantes :

a) Il est évident que nulle part, il n'y aura participation du P.S.U. à des listes où on trouverait des membres de la social-démocratie traditionnelle rénovée ou moderne, comme nous l'avions fait jusqu'ici à Grenoble, par exemple.

b) Le P.C.F. peut refuser des éléments de la plate-forme minimale ou peut jeter une exclusive contre un groupe révolutionnaire qui accepterait de discuter à partir d'elle : dans ce cas, il n'y aura pas d'alliance nationale passée avec le P.C.F. et donc aucune alliance locale. En effet nous n'avons pas à être la caution de gauche d'une municipalité d'union

des forces démocratiques comme au Havre où à Nîmes.

Alors, nous devons constituer des listes du P.S.U. autonomes partout où notre pratique de masse antérieure permettra de relier notre présence aux municipales, aux luttes menées sur les autres fronts.

c) Là où cette présence autonome n'est pas possible, il n'y aura pas de liste P.S.U. mais consignes de vote pour le P.C.F. avec une campagne autonome d'explication de nos divergences stratégiques.

d) Quant au deuxième tour, nous appellerons sans campagne commune, à voter pour la liste à dominance communiste, là où elle nous

précédera en expliquant nos divergences.

Nous nous abstiendrons de prendre position, là où la social-démocratie ne sera pas prépondérante.

Une conférence des groupes locaux constitués sur la base de notre plateforme, se réunira avant le prochain conseil national, amènera notre plateforme, et la soumettra à nos instances.

Afin d'assurer la cohérence de notre intervention et la discipline interne du parti, le dispositif de Campagne des Fédérations, sera soumis au contrôle des Instances Nationales.

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE LA DIRECTION POLITIQUE NATIONALE DES 10 ET 11 OCTOBRE 1970

Présents : Brana, Bariol, Barjonet, Behar, Bridier, Chapuis, Craipeau, Croste, Dalbert, Dubois, Fontes, Frachon, Fremaux, Girod, Gontcharoff, Heurtin, Kergoat, Lambert, Leclerc, Mallet, Malterre, Mousel, Nardin, Naville, Megier, Petit, Pietri, Perret-Liaudet, Rocard, Rognard, Schulbaum, Simon, Vayssade, Depreux.

C.C.J.T. : Daniel Cholley.

Observateurs régionaux Dissaux, Bourguignon, La Fourrière.

Absents : Arthuys, Bompard, Lacharnay, Massiah.

I. — JEUNES.

I A. — Rapport du C.C.J.T. à la D.P.N. (ci-joint) ;

I B. — Manifeste de l'O.J.T.R. (paraîtra envoi spécial O.J.T.R.) ;

I C. — Résolution de la D.P.N. (ci-jointe) ;

I D. — Constitution de la commission prévue au § 3 de la résolution. Pour la D.P.N., cette commission sera constituée, outre Vincent pour le B.N., des camarades Craipeau, Dalbert et Fremaux.

II. — IMPLANTATION.

Rapport de la Commission Implantation, avec J. Malterre (ci-joint).

III. — ORIENTATION GENERALE

- PREPARATION DU CONSEIL NATIONAL.

III A. — Congrès national du Parti.

Le prochain Congrès national aura lieu en juin 1971 (date envisagée : 25- 26-27 juin). Il sera consacré à la mise sur pied d'un programme de transition.

III B. — Préparation du prochain Conseil national (15-16-17 janvier) :

1) Ordre du jour : Elaboration du programme d'action du Parti, par Michel Rocard (ci-joint).

2) Modalités de préparation.

La préparation du Conseil national reposera principalement sur la tenue d'assemblées régionales de militants des secteurs « Entreprises » et « Agriculture », directement engagés dans la lutte des classes. Ces assemblées pourront être ouvertes à des militants (syndicaux ou politiques) non-membres du parti, mais menant des luttes à nos côtés.

Ces assemblées transmettront les résultats de leurs travaux, d'une part directement au Bureau national, d'autre part aux fédérations pour la préparation des conseils fédéraux qui discuteront à partir de ces textes. Ce n'est en effet qu'après la tenue de ces assemblées régionales que

les organes statutaires du Parti, sections et fédérations, seront invités à se prononcer.

La prochaine D.P.N. (7 et 8 novembre) fera le point sur le déroulement de cette opération.

3) Textes nécessaires au lancement de l'opération :

1° Rapport justificatif de la décision de la D.P.N. (établi par le Bureau national sur la base des trois premières parties du rapport de M. Rocard) ;

2° « Chapeau » politique à l'opération, destiné à la présenter à l'extérieur (conçu à partir du rapport de Serge Mallet à la D.P.N.) ;

3° Annexes (documents de travail) par grands chapitres du programme d'action à terminer dans les deux semaines à venir.

(Unanimité.)

III C. — Orientation générale - Texte Craipeau.

1) Proposition de résolution présentée par Yvan Craipeau et repoussée par la D.P.N. (texte ci-joint).

Ont voté pour : Craipeau, Dalbert, Kergoat, Nardin, Simon, Vincent.

Ont voté contre : Brana, Chapuis, Croste, Fraction, Girod, Gontcharoff, Heurtin, Lambert, Malterre, Pietri,

Rocard, Schulbaum, Vayssade.

Abstentions Bariol, Barjonnet, Dubois.

Refus de vote : Behar, Leclerc.

2) Les points 1 à 7 de la proposition de résolution Craipeau sont adoptés à l'unanimité moins 1 abstention. Un rapport sera présenté à la prochaine D.P.N. sur la constitution de l'Ecole des Cadres.

III D. — Orientation générale - Application des décisions du dernier Conseil national - Résolution présentée par J. Kergoat.

Résolution sur les rapports avec les groupes révolutionnaires (texte ci-joint).

(Adoptée.)

Ont voté pour : Chapuis, Craipeau, Barjonnet, Frachon, Girod, Heurtin, Kergoat, Lambert, Mousel, Malterre, Nardin, Rocard, Schulbaum, Simon, Vincent.

Ont voté contre : Behar, Dubois, Leclerc, Brana.

Abstention : Pietri, Mallet.

IV. — QUESTIONS DIVERSES.

IV A. — Coordination culturelle.

La D.P.N. donne mandat à la Coordination culturelle de diffuser dans le Parti les textes d'intérêt politique et théorique pour le débat sur la position du Parti à l'égard des luttes culturelles. La prochaine D.P.N. traitera quant au fond des orientations en ce domaine et de leurs conséquences pratiques.

(Unanimité.)

IV B. — Bulletin intérieur du Parti.

Texte ci-joint.

(Unanimité.)

IA — RAPPORT DU COMITE

DE COORDINATION JEUNES TRAVAILLEURS A LA D.P.N.

Le problème des Jeunes Travailleurs est à l'ordre du jour ; pourquoi ?

Etant particulièrement exploités sur un plan économique de par leur condition de jeunes travailleurs soumis à la déqualification, au chômage, licenciements prioritaires, abattements de salaires ; matraqués sur un plan idéologique par l'intermédiaire de leur environnement (famille, copains) ou des mass media (presse, télévision, radio, publicité), n'ayant pas de réponses satisfaisantes, les

J.T. attendent une perspective politique qui leur permette de prendre en charge leurs problèmes.

Le P.S.U. n'a pas, lui non plus, réussi à capitaliser l'influence qu'il possède en milieu jeune (quelques centaines de J.T. seulement au Parti) du fait du peu d'intérêt qu'il avait porté à cette question, peu d'intérêt trop souvent entériné par des « analyses théoriques » destinées à justifier ce fait.

Consciente de tous ces problèmes, la D.P.N. des 14-15 mars décidait la réorientation de l'action J.T. du Parti et demandait au C.C.J.T. de préparer une enquête politique chez les jeunes travailleurs et la mise en place d'une organisation autonome de jeunesse d'orientation révolutionnaire.

CE QUI A ETE REALISE.

L'enquête.

Le type d'enquête à réaliser devait pouvoir remplir 3 conditions :

- être le moyen d'une prise de contacts avec des J.T. non politisés ;
- découvrir les points de rupture sur les problèmes spécifiques se posant dans le domaine J.T. ;
- amorcer un processus de prise de conscience.

Un formulaire d'enquête fut donc réalisé, tendant à remplir ces conditions ; restait le problème le plus important qu'était la diffusion de cette enquête. Le travail débuta dès la mi-avril sur la région parisienne, après utilisation du fichier P.S.U. 180 convocations furent lancées et, lors du weekend des 2-3 mai, ne vinrent qu'une dizaine de J.T. Des week-ends furent aussi prévus en province, dans quelques villes où l'on constata, malgré les efforts réalisés, que peu de J.T. étaient présents.

Néanmoins, ce type d'enquête, par les facilités de contacts qu'il offre et par la mise en évidence des points de rupture, présente un grand intérêt et est à retenir dans une phase prochaine.

Les difficultés furent mises aussi très vite en évidence :

- faible implantation du Parti dans ce secteur ;
- problème apparaissant comme secondaire, malgré son importance ;
- découragement de certains camarades du C.C.J.T. voyant l'attitude du Parti.

Lancement de l'Organisation.

L'échec relatif des week-ends courts mit en relief la nécessité d'un stage en partie réservé à une formation théorique sérieuse dont le besoin impérieux était ressenti par tous les J.T., et qui n'exige pas de grands besoins initiaux de la part du Parti. Mais, en échange, cette organisation lui donnera une implantation réelle dans ce domaine si important qu'est le milieu J.T., pépinière de futurs militants actifs, dynamiques, pleins de la fougue de leur jeunesse, qui seront des protagonistes ardents au sein du mouvement révolutionnaire et socialiste.

NIVEAU DE LA PREPARATION ACTUELLE.

Il nous a fallu définir une campagne de lancement, campagne qui sera axée sur les conditions de travail des J.T. et les loisirs.

De même, ont été définies des structures d'organisation :

- des comités Jeunes Travailleurs sur un plan départemental, avec un Collectif Politique (C.P.) de 17 membres à l'échelle nationale ; les tâches d'exécution au sein de ce Collectif Politique étant assurées par un secrétariat installé à Paris.

Ces structures suffisamment souples et décentralisées étaient indispensables pour éviter le spontanéisme trop souvent sous-jacent en milieu jeune, et la prise en mains toujours possible au début par d'autres organisations politiques.

Le budget prévisionnel a été aussi l'objet d'études détaillées tout en considérant qu'il s'agit d'un budget réellement minimum.

Le C.P. a d'autre part adopté pour l'organisation le nom : Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires (O.J.T.R.) ; le titre du journal étant : « Quatre millions de Jeunes Travailleurs ».

CE QUE NOUS DEMANDONS AU PARTI.

Tout d'abord, après étude de nos projets, leur ratification, en termes plus simples le « feu vert » pour le lancement, ainsi que le mandat pour les membres du C.P. de mener l'action au sein de l'O.J.T.R.

Son appui effectif à tous les niveaux, amenant une sensibilisation des structures du Parti aux problèmes J.T.

Son appui théorique et pratique ; pour le lancement et la diffusion du

journal : les collages, la vente, la prise en charge des nouveaux adhérents devront être le fait des militants du Parti, cela étant une condition essentielle et indispensable du succès du démarrage de l'Organisation.

Une subvention financière, dès le lancement, afin de subvenir aux frais les plus urgents.

En vue de faciliter la coordination entre l'Organisation et le Parti, nous demandons que soient prises par la D.P.N. les mesures suivantes :

— Les membres P.S.U. du Collectif Politique de l'O.J.T.R. siègent de droit au C.C.J.T. du Parti. La D.P.N. peut mandater, notamment sur proposition du C.C.J.T., d'autres jeunes travailleurs au C.C.J.T., à la seule condition que leur nombre soit inférieur au nombre de membres issus du C.P. de l'O.J.T.R.

— Les membres du C.C.J.T. siègeront à titre consultatif à raison de 2 à la D.P.N. et participeront, au même titre, aux Congrès et Conseils nationaux.

— Les mêmes dispositions seront retenues au niveau des Fédérations du Parti.

En application de ces mesures, nous demandons à la D.P.N. de nommer au C.C.J.T. les camarades : Boutet Claude, Brosse Henri, Cholley Daniel, Delaune Michelle, Dole Claude, Even Christian, Lacaille François, Lecœur Raymonde, Lescurie Yvonne, Nourry Bernard, Puzin Martine, Reverseau Raymonde, Rochard Jean-Louis et Lyne, Sarlat-Gallet Bernard, Simier Anne-Marie, Vallin Françoise, ainsi que deux membres du secteur paysan du Parti, dorénavant seuls membres du C.C.J.T.-P.S.U.

CE QUE LE PARTI DEVRAIT EN ATTENDRE.

Un stage de 14 jours eut lieu début août dans les Alpes, et permit un travail intense (de 7 h à 10-12 h par jour), regroupant 19 participants de diverses régions : Normandie (4), Bretagne (2), Pays de Loire (1), Rhône-Franche-Comté (3), Région Parisienne (5) ; de professions différentes : instituteurs et institutrices, ajusteur, agents techniques, dessinateurs, emballeur, professeurs, O.S. (Cléon), chômeuse, rééducatrice, secrétaire, décorateur, mécanicien-outilleur.

Une vingtaine de camarades nous

avaient écrit, intéressés par ce stage, mais n'ont pu venir, bloqués par leur travail ; un autre problème s'est posé par ailleurs, le peu de diffusions du « Directives Spéciales » dans les fédérations et sections, beaucoup de camarades n'ayant pu en avoir connaissance.

ORGANISATION DU STAGE.

La première semaine fut consacrée à une formation théorique de base : matérialisme historique ; instances économiques, politiques et idéologiques ; problème de l'Etat ; analyses des classes sociales ; stratégie du Parti ; stratégie de la gauche révolutionnaire.

La deuxième semaine fut consacrée à un travail différent, relatif au lancement de l'Organisation.

DEFINITION DES BASES DE L'ORGANISATION.

Les Jeunes Travailleurs sont en révolte le plus souvent à un niveau individuel et subjectif. Ils n'ont pas encore fait le lien entre leur exploitation dans le travail et leur situation de jeunes dans la vie de tous les jours. Le rôle d'une organisation de J.T. est donc d'agir vers les jeunes non encore politisés, de les amener à prendre conscience de leur situation, de les organiser pour les luttes dans leur secteur, à partir de leurs problèmes personnels.

Son travail sera essentiellement de les amener à être des militants socialistes révolutionnaires prêts à s'insérer dans le futur parti révolutionnaire.

Ceci implique que cette organisation qui ne peut être ni un syndicat, ni un parti de par sa nature même, ne sera pas non plus un club quelconque, ni un mouvement de jeunesse « patronage », mais une organisation ayant une stratégie politique en fonction d'un objectif ; la révolution socialiste. A partir de cette stratégie, elle définira donc des axes de luttes, des mots d'ordre dans le cadre de campagnes, développera des actions excluant toutefois l'avant-gardisme et l'aventurisme. Elle sera donc obligatoirement autonome dans son secteur, mais agira en liaison constante avec le P.S.U.

Les bases de l'organisation étant jetées, il fallait voir concrètement de quelles façons faire entrer ces projets dans la pratique. La démarche

fut menée à partir d'un constat des problèmes J.T., accompagné d'une analyse à tous les niveaux.

Ceci amena à définir des secteurs d'intervention, des fronts de lutte, et des thèmes de campagnes permettant aux jeunes de prendre conscience de leur exploitation dans le système. Immédiatement s'impose donc l'examen des moyens de propagande parmi lesquels la présence d'un journal de masse spécifique J.T. moyen d'information et de propagande essentiel et indispensable.

Cela suppose aussi naturellement des besoins financiers qui ont été eux aussi l'objet d'avant-projets.

I B. — RESOLUTION DE LA DIRECTION POLITIQUE NATIONALE

La D.P.N. constate que les camarades du C.C.J.T. ont correctement appliqué le mandat donné en mars pour la préparation d'une Organisation Révolutionnaire des Jeunes Travailleurs :

— Approuve l'orientation générale du rapport, du manifeste et des axes d'intervention politique du C.C.J.T., la mise sur pied de l'O.J.T.R. et de son Collectif Politique, le lancement du journal et les propositions d'organisation faites ;

— Décide l'envoi d'un texte explicatif aux Fédérations et aux Sections pour qu'elles apportent leur appui à l'activité des J.T. ;

— Demande la mise sur pied d'une commission commune composée de 3 membres de la D.P.N. et de 3 membres du C.C.J.T., se réunissant lors des sessions de D.P.N., en vue de faire avancer la réponse de l'ensemble du Parti sur les questions Jeunes Travailleurs. Cette commission préparera les prises de positions et les interventions autonomes du Parti à cet égard ;

— Demande la mise à l'ordre du jour d'un débat de fond sur les problèmes J.T., au moins une fois par an au niveau de la D.P.N., et une fois par trimestre au niveau du Bureau national ;

— Confirme les mandats de J.-M. Vincent au niveau du Bureau national, et de V. Fremeaux au niveau de la Direction Politique Nationale pour suivre les questions Jeunes Travailleurs.

(Unanimité, moins 1 abstention.)

II. — RAPPORT DE LA COMMISSION IMPLANTATION

JACQUES MALTERRE

La Commission « Implantation » a examiné deux questions :

1) Situation des effectifs du Parti au début d'octobre ;

2) Reprise des cartes en 1971.

1° Sur le premier point, J. Malterre a dressé un bilan : le retard par rapport à 1969 est encore considérable : environ 3 500 adhérents, alors qu'il y a eu près de 2 500 adhésions nouvelles en 1970. 15 fédérations sont au niveau de 1969, 45 n'ont pas encore atteint 80 % des effectifs 1969 ; les autres sont entre 80 et 100%. Cependant l'envoi à toutes les fédérations d'un jeu complet de fiches correspondant aux cartes non reprises permet de voir en première approximation qu'il y a encore beaucoup de camarades qui n'ont pas rempli leur fiche 1970 et que certaines fiches ont été égarées. Au 18 octobre, une trentaine de fédérations ont déjà renvoyé ce jeu de fiches annoté. Le pourcentage de démissions et refus de reprise de carte dépasse rarement 10%, sauf quelques cas bien connus. La relance systématique des adhérents par les sections, et des sections par les fédérations a déjà permis de rétablir une situation comparable à celle de 1969 pour 8 fédérations supplémentaires. Un programme de déplacement de membres de la D.P.N. auprès des fédérations qui ont le plus de problèmes a été retenu.

— 2° Sur rapport de la commission, la D.P.N. a pris les décisions suivantes :

— il y aura 1 carte 1971. Le principe d'une carte bi-annuelle ou tri-annuelle, envisagé fin 1969, n'a pas été retenu. La question ne sera donc pas posée au Conseil national ;

— le matériel pour 1971 devra être parvenu aux sections avant le 1er janvier 1971.

— la reprise des cartes en 1971 devra se faire dans les deux premiers mois. Au 1er mars, l'envoi de T.S. sera supprimé à ceux qui n'auraient pas renouvelé leur adhésion. Les fédérations demanderont aux sections d'organiser des séances de reprise de cartes ;

— le « document » 1971 sera mis

au point par le Bureau national, mais la D.P.N. a donné comme consignes :

1 — que le modèle retenu permette aux fédérations de garder un volet leur permettant de constituer un fichier simplifié ;

— que le volet « national » permette de poursuivre l'opération de codage et de constitution des fichiers spécialisés par ordinateur, ceci afin de ne pas perdre le bénéfice de ce qui a été fait en 1970 qui, malgré les difficultés, devra être poursuivi ;

— les fédérations devront donc, comme avant 1969, centraliser les cartes.

3) Questions diverses :

Le B.N. enverra aux fédérations un double questionnaire portant sur :

— l'existence des groupes dans le département (impl. effectifs-activités) ceci afin de pouvoir dresser un tableau national ;

— le développement des organisations de masse avec lesquelles nous pouvons avoir des liens étroits (usagers, Secours Rouge, etc.).

La D.P.N. a examiné la situation particulière de certaines fédérations : Vosges, Bouches-du-Rhône, Gers.

III B. — ELABORATION D'UN PROGRAMME D'ACTION

I. — ROLE DU PROGRAMME D'ACTION

Ce rôle est précisé dans la thèse n° 9 adoptée à Dijon, que le prochain Conseil National devra avoir pour mission d'appliquer, en l'éclairant par la distinction entre le programme de transition et le programme d'action :

« Le programme est l'ensemble cohérent des buts que s'assigne le Courant Socialiste pour la période de transition. Révisable lors de chaque changement important de situation, il décrit les différentes mesures et les différentes politiques susceptibles de résoudre les problèmes les plus importants laissés sans solution par le régime capitaliste, et de transformer la situation de certaines catégories sociales. Le programme doit faire apparaître les grands axes de la création de structures socialistes de production et de gestion ; il doit aussi répondre au besoin d'expliquer à chaque moment et dans chaque situation ce que serait une politique socialiste si elle pouvait être mise en

œuvre ; il doit enfin arbitrer entre les Intérêts ou orientations contradictoires qui divisent les couches populaires et contribuer à surmonter ainsi les contradictions secondaires au sein des forces socialistes.

« Pour ces raisons, chaque mesure partielle ou chaque objectif de détail inscrit dans le programme de transition, qu'il consiste en une réforme de structure, en une revendication de pouvoir d'achat ou en une procédure de négociation, doit être défini en fonction de la mobilisation populaire qu'il permet. »

« Il n'est guère de réformes de structures, « a fortiori » des revendications de pouvoir d'achat qui ne soient, d'une manière ou d'une autre, au moins temporairement assimilables par le capitalisme. Mais ces objectifs une fois atteints, à un moment ou à un autre, permettent d'accentuer les contradictions du système capitaliste. Il appartient donc au courant socialiste de peser au maximum pour aggraver ces contradictions. Chaque réforme de structure, chaque revendication doit être pensée en fonction de cette préoccupation constante, mais aussi en ce qu'elle permet de faire prendre conscience aux masses populaires de la nécessité de l'alternative socialiste. »

Le programme d'action doit donc être l'élément conjoncturel et révisable du programme défini comme il l'a été par le dernier congrès. Il faut dès lors qu'il réponde aux conditions suivantes :

1) Déterminer des objectifs traduisant la volonté de lutte des travailleurs.

En ce sens, le programme d'action ne doit pas être l'invention d'une Direction Politique le décrétant à partir de sa délibération, mais doit exprimer le bilan pratique des luttes qui se déroulent à travers le pays. Son élaboration doit donc se faire à partir de l'expérience concrète des militants, et du jugement politique que cette expérience permet de porter sur l'objectif partiel poursuivi dans chaque cas, sur sa correspondance à la fois avec les besoins de la situation et la sensibilité des travailleurs.

2) Déterminer des objectifs qui permettent des victoires partielles.

Il faut ici en finir avec la mythologie

pseudo-marxiste léniniste selon laquelle la situation serait déjà révolutionnaire, selon laquelle le peuple ne demanderait qu'à se battre, et n'en serait empêché que par les directions bureaucratiques de ses organisations syndicales et politiques. La réalité est tout autre. Le capitalisme continue d'assurer un développement rapide des forces productives. De très nombreux travailleurs y sont sensibles, et subissant la pression idéologique du système, lient davantage les difficultés de leur condition à d'hypothétiques contraintes techniques de la société plutôt qu'à sa structure de classe. Et les contradictions du système capitaliste en France sont fort loin d'atteindre une gravité telle qu'elles paralysent son fonctionnement.

Dans une telle situation, l'objectif de la prise du pouvoir est hors de portée. La stratégie révolutionnaire doit donc en tout premier lieu viser à améliorer le rapport des forces pour que le problème de la prise du pouvoir ne se pose plus en termes de rêve abstrait, mais de réalité proche. Il faut pour cela augmenter constamment la masse des travailleurs en lutte, ce qui exige que les objectifs de ces luttes soient significatifs pour les travailleurs. Mais tant que le Pouvoir d'Etat reste aux mains du capitalisme, celui-ci possède une capacité de récupération considérable : récupération des avantages matériels par l'inflation, récupération des droits concédés par le non-respect des engagements et le jeu d'une justice de classe, récupération des moyens de pression arrachés par la classe ouvrière grâce au refus de l'information, à l'usure des délégués et membres des comités d'entreprise dans des tâches gestionnaires, à la multiplication d'organismes paritaires court-circuités dans l'application de leurs décisions, etc.

Le courant révolutionnaire condamne à juste titre l'acceptation de cette situation comme une compromission. Mais si tout objectif portant sur le salaire est intégrable par le capitalisme, et tout objectif ayant un caractère institutionnel (reconnaissance de la section syndicale, création d'un comité d'entreprise, création de délégués d'ateliers, mise en place d'un contrôle des travailleurs sur un aspect isolé de

la gestion de l'entreprise sous la forme d'une représentation élue), réformiste parce que laissant subsister un pouvoir patronal dominant, le courant révolutionnaire risque de succomber à un autre risque : fuyant la compromission, il tombe dans le ghetto. Faute d'objectifs intermédiaires qui permettent d'éviter clairement le risque de la récupération, certains militants et certains groupes en viennent à prêcher la révolution socialiste et la violence de masse comme des réponses immédiates à la situation concrète des travailleurs.

Or, le bilan entre les deux n'est absolument pas ressenti directement par les travailleurs, et les militants qui appliquent une telle pratique s'isolent des masses et sont conduits à une action groupusculaire sans perspective. Il est hors de doute que ce danger guette certains secteurs du P.S.U.

Entre la compromission et le ghetto, il n'y a pas à choisir. Le courant révolutionnaire doit surmonter ce dilemme en affirmant clairement qu'aucune victoire partielle arrachée tant que le Pouvoir d'Etat reste aux mains du capitalisme ne constitue un îlot avancé de socialisme, que toutes sont fragiles, menacées, voire compromettantes, mais que la seule défense contre la récupération est d'accroître l'intensité de la lutte sociale, d'ouvrir de nouveaux fronts de lutte sur de nouveaux objectifs après chaque victoire partielle. Et le développement de la lutte de masse à un niveau suffisant ne peut se faire qu'à travers une multitude de victoires partielles.

Or, la possibilité de multiplier et d'intensifier les luttes dépend précisément de la justesse des objectifs auxquels elles répondent. C'est alors le rôle du programme d'action que d'éclairer la ligne politique qui relie tous les objectifs partiels, simultanés ou successifs, dans une perspective commune, la ligne tout entière, et l'ensemble du programme d'action, qui sont soumis au jugement des militants et des masses, sans qu'on s'embarrasse plus longtemps du problème plus moral que politique de savoir si tel objectif isolé est réformiste ou révolutionnaire, puisqu'il tire son sens de la place qu'il occupe dans l'ensemble du programme d'action et de la perspective

stratégique.

3) Déterminer des objectifs qui permettent de créer des formes d'organisation nouvelles.

Cette condition est directement liée à notre appréciation qu'il existe une issue socialiste aux contradictions actuelles du capitalisme. Elle signifie que pour briser effectivement les mécanismes centralisateurs de l'appareil d'Etat capitaliste, et éviter toute déviation bureaucratique pendant la période de transition, des formes nouvelles de démocratie doivent se dégager dans les structures socialistes de base : assemblées de travailleurs, comités d'usagers, comités de quartiers, etc.

Pour permettre le développement de telles formes de démocratie de masse, les objectifs inclus dans le programme d'action doivent être d'une nature telle que leur réalisation soit liée à l'existence même de ces structures. C'est la logique des luttes pour le contrôle ouvrier et pour la défense du cadre de vie que d'appeler la création et la multiplication d'assemblées et de comités de base. Mais cela suppose que soient définis avec précision les multiples objectifs de détail auxquels répondent ces luttes.

4) Assurer une cohérence de tous les objectifs.

Il ne s'agit pas bien entendu de la cohérence administrative ou économique d'un ensemble de mesures, mais de la cohérence politique des luttes menées.

Ainsi, on ne peut lutter pour une société moins injuste, donc plus égalitaire, et défendre la hiérarchie des salaires telle qu'elle est. On ne peut lutter pour l'alliance des travailleurs de la terre et de l'industrie, et défendre la petite exploitation paysanne, etc.

Cette cohérence politique des objectifs contenus dans le programme d'action doit être assurée de trois manières :

— les objectifs doivent être cohérents entre eux ;

— ils doivent être cohérents avec la stratégie générale du Parti ;

— ils doivent être cohérents avec les alliances de classes qu'ils permettent.

Ainsi, la volonté de parvenir à

l'alliance ouvriers-paysans appelle l'objectif d'une gestion commune du secteur agroalimentaire par les paysans coopérateurs fournisseurs de la matière première, et par les salariés des industries de transformation. Comme première étape, cela appelle des luttes communes ouvriers-paysans pour le contrôle des firmes « intégratrices », ce qui suppose des objectifs très précis permettant d'éliminer les contradictions secondaires entre ouvriers et paysans.

De la même manière, les objectifs d'une municipalité conquise par le courant socialiste doivent être de soutenir les luttes des couches exploitées, notamment pour la défense de leur cadre de vie. C'est à travers l'accord sur de tels objectifs que s'éclaire le problème des alliances avec telle ou telle organisation, plutôt que de se poser le problème subjectif de savoir si, en tant que telle, l'organisation en cause est de nature socialiste ou non, révolutionnaire ou non.

5) Déterminer des objectifs traduisant une nouvelle relation des travailleurs à la politique.

Dans la société française actuelle, les mécanismes politiques sont à la fois complètement centralisés et complètement bloqués. Les jeux de la classe politique se déroulent dans l'irréalité la plus complète. L'ouverture, la continuité, le courant réformateur, la stabilité, la défense des institutions, tout cela n'a pas le moindre rapport avec la réalité des soucis quotidiens des travailleurs qui portent sur leur pouvoir d'achat, leurs conditions de travail, leur logement, la scolarisation de leurs enfants, leurs transports, etc. Parler de la révolution socialiste en se limitant à cela n'enlève évidemment rien à cette aliénation politique qui résulte de la coupure totale entre la vie quotidienne et la politique.

La tâche urgente est donc de redonner leur pleine signification politique aux problèmes de la vie quotidienne, tant au travail que hors du travail, car c'est uniquement à travers eux que passera la prise de conscience d'un profond changement nécessaire.

Le programme d'action doit donc répondre tout particulièrement à cette condition, faute de laquelle il est vain d'espérer que se développe

un mouvement ascendant de luttes toujours plus fortes et finalement victorieuses.

Si tel est le rôle du programme d'action, il reste à éclairer comment il s'insère dans une stratégie de classe.

II. — PROGRAMME D'ACTION ET STRATEGIE DE CLASSE

Une stratégie de classe se distingue profondément d'une politique d'alliances entre organisations. Dans la société française actuelle, aucune organisation politique ni même syndicale ne correspond de manière homogène à une couche sociale déterminée. Toutes sont composites, et leur rassemblement ne suffit pas à donner une représentation réelle de la classe ouvrière, loin s'en faut. Il y a toujours une distance entre la classe ouvrière et les organisations politiques ou syndicales qu'elle se donne et à travers lesquelles elle fait alliance avec les intellectuels qui l'ont rejointe et avec d'autres couches de travailleurs comme les classes moyennes salariées.

Une stratégie de classe ne vise donc pas prioritairement à nouer des alliances d'organisation, mais à développer la prise de conscience collective et à créer les moyens concrets et les instruments de puissance à travers lesquels la classe ouvrière et ses alliés peuvent développer leurs objectifs et faire sentir leur pression.

Les organisations syndicales jouent dans ce domaine un rôle essentiel, mais elles ne sont pas seules. Les organisations d'entraide et de mutualité, de loisirs collectifs et de jeunesse, ont également un rôle important et c'est à travers toutes ces organisations de masse que les militants révolutionnaires doivent chercher tout à la fois à développer les liens concrets porteurs de la solidarité de classe, et à élever le niveau des préoccupations des objectifs et des luttes que poursuivent ces organisations.

Cette stratégie de classe doit répondre de manière précise aux formes actuelles de l'exploitation que subissent les travailleurs. Or, ces formes modernes de l'exploitation ne dépendent pas seulement de contraintes liées à des contradictions économiques (antagonisme salaire-profit, antagonisme mar-

ché, concurrence-concentration, antagonisme entre l'aggravation de l'endettement et l'usure du pouvoir d'achat par l'inflation) mais aussi de contraintes sociales et idéologiques : concentration du pouvoir patronal et du pouvoir d'Etat, intensification du travail traduisant le besoin d'accumulation croissante de capital, contradiction entre l'irresponsabilité croissante des travailleurs liée à la parcellisation toujours croissante des tâches et le caractère de plus en plus intellectuel de ces tâches (surveillance de processus automatiques, cas des employés, etc.). Plus largement, l'irresponsabilité s'aggrave en termes de pouvoirs cependant que la responsabilité de chaque travailleur croît sur le plan technique, par la masse et la complexité de l'outillage utilisé. Enfin, le besoin croissant d'une qualification élevée pousse à prolonger l'obligation scolaire cependant que la concentration du pouvoir se traduit par une sélection sociale plus brutale que jamais.

La bataille de classe ne concerne donc pas seulement le secteur de la production matérielle directe, mais tous les secteurs de la vie quotidienne et tous les travailleurs qui subissent cette exploitation.

Cette bataille de classe doit s'organiser de manière à empêcher tout à la fois le capitalisme de réussir la réorganisation technocratique de l'appareil de production — et c'est le sens de la lutte pour le contrôle ouvrier — et le prélèvement d'une plus-value supplémentaire en pressurant le consommateur par l'inflation et en limitant la satisfaction des besoins collectifs — et c'est le sens de la lutte pour la défense du cadre de vie. Cette articulation stratégique de nos luttes vise à élargir le front social au point que la question de la prise du pouvoir d'Etat se pose à partir d'un rapport de forces qui permette d'espérer la victoire, et le développement de l'offensive suppose aussi une lutte idéologique constante pour dégager les travailleurs de la pression du système et les amener à prendre conscience de la signification politique des contraintes qu'ils subissent et des luttes qu'ils mènent.

Dans l'esprit de cette stratégie, les objectifs inventoriés dans le programme d'action doivent concerner tous les aspects de la vie quoti-

dienne des travailleurs comme de leurs relations avec la société :

- situation matérielle,
- formation professionnelle,
- santé,
- capacité d'expression et de création,
- enseignement de base,
- résistance à la pression idéologique,
- rapports humains dans les concentrations urbaines,
- rapports production-distribution,
- place du travailleur dans l'entreprise et rapports hiérarchiques,
- rôle de l'administration publique,
- organes de décision politique des travailleurs (assemblées, délégués etc., à différents niveaux),
- forme de l'Etat et nature de la démocratie.

L'objet en effet de toutes ces luttes n'est pas seulement de remporter telle victoire partielle sur tel objectif qui contribuerait à améliorer sur un point les conditions de vie des travailleurs, mais de provoquer petit à petit la mise en lutte de forces sociales entières. Cela va de soi pour la classe ouvrière, qui subit l'exploitation de façon permanente et dans tous les aspects de son activité. Mais cela vaut aussi pour les forces qui ressentent l'exploitation de façon plus ponctuelle, liée à l'étape actuelle du capitalisme : paysans, petits commerçants, étudiants, cadres productifs et chercheurs scientifiques, travailleurs de certaines régions, etc.

Dans l'état actuel des choses, ces forces et la classe ouvrière au premier rang, existent et se battent sur le terrain social. Mais, faute de se définir politiquement en tant que forces sociales en lutte pour le socialisme, elles se situent en termes de demande d'arbitrage et laissent le contrôle politique de la situation au pouvoir. Celui-ci l'exerce, soit par le formalisme démocratique, jeu national de l'U.D.R. et du P.C., soit par la répression directe (police, justice), ou indirecte (licenciements, contrôle de l'information).

La stratégie de classe doit donc pousser les forces sociales en lutte à se définir sur le plan politique. Cela suppose deux efforts, auxquels le

programme d'action doit contribuer :

1) Il faut politiser les luttes sociales sur le terrain même où elles se livrent. Le programme d'action doit pour cela intégrer chaque objectif immédiat dans un objectif plus large. Par exemple, à propos du problème des maternelles, il faudra poser dans son ensemble le problème de la petite enfance dans la société capitaliste. A propos d'un problème de transport déterminé, poser toute la question de l'organisation de la ville et de sa vie démocratique. De la sorte, chaque victoire partielle servira de base à une relance sur d'autres objectifs, au lieu de s'enliser dans les risques de la réforme dirigée par le capitalisme.

2) Il faut aussi que les luttes n'apparaissent jamais comme une agitation ultra-minoritaire, mais comme des luttes de masse, menées à partir de formes d'organisation de masse. Cela conduit à pousser les organisations de masse et principalement les syndicats, à préciser publiquement l'explication politique de leur démarche et de leurs objectifs. Le programme d'action, par la convergence des objectifs qu'il permet de mettre en évidence, peut y contribuer.

La même nécessité de politiser les luttes de masse crée des obligations pour le Parti. Il doit devenir capable de les relayer en termes de pouvoir, par la pression sur le pouvoir en place, par la maîtrise de l'évolution du rapport des forces sur le plan politique, par l'expression directement politique de l'objectif final de ces luttes — et ce sera le rôle non plus du programme d'action, mais du programme de transition — enfin en affirmant sa volonté de prendre le pouvoir.

C'est à partir de cette double démarche des organisations de masse et du Parti que peut s'effectuer la direction conjointe des luttes, comme elle est définie dans les thèses du 6° Congrès. Cela suppose des initiatives nombreuses à la base plus encore qu'au sommet, de réunions, de confrontations dans des revues, d'actions communes. Ce programme d'action et particulièrement son élaboration peuvent en être l'occasion.

Enfin, le programme d'action doit s'insérer dans la stratégie de classe

pour une dernière raison : il doit contribuer à surmonter les obstacles au développement des luttes, obstacles qui tiennent pour une bonne part à la division, à l'émiettement de la classe ouvrière. Division entre organisations politiques et syndicales ; division de ces groupes d'organisation entre eux, mais plus encore corporatisme, éclatement en d'innombrables catégories, branches et régions qui ne se sentent guère de solidarité, voilà l'état actuel du groupe salarié. Cette division procède de la division sociale du travail, liée aux structures capitalistes, mais elle est aggravée par des facteurs propres à chaque couche sociale. Ainsi, la division entre les cadres et techniciens et les travailleurs manuels repose sur un facteur objectif qui est l'existence de la hiérarchie, mais aussi sur un facteur subjectif, qui est l'illusion techniciste dans laquelle cadres et techniciens tombent souvent.

Or, le capitalisme a brisé leurs métiers, morcelé l'usage de la technique pour mieux la diriger. A partir de l'analyse réelle des conditions du travail intellectuel aujourd'hui dans la production, peuvent apparaître les facteurs d'aliénation qui conduisent certains cadres ou techniciens à se battre aux côtés de la classe ouvrière.

Inversement, les travailleurs manuels auxquels ne se limite pas la définition de la classe ouvrière, tirent du caractère complètement parcelisé de leur travail un sentiment politique qui, dans certains cas, s'apparente au complexe d'infériorité. Ce sentiment se traduit par l'idée qu'en dehors du groupe des travailleurs manuels, il n'y a qu'un bloc compact d'adversaires. A travers ces perceptions, la conscience de classe est affaiblie. Les gens sentent moins leurs problèmes de conditions de travail ou de cadre de vie comme liés à une structure de classe que comme dépendant des contraintes techniques de la production, ce qui entraîne une apathie politique.

Le programme d'action doit alors être aussi un élément de compréhension de la société et de la pratique de la bourgeoisie. A ce titre, il doit aider à la définition même de la classe ouvrière, indispensable à sa prise de conscience et à sa lutte.

III - L'ELABORATION DU PROGRAMME D'ACTION

Tel qu'il vient d'être défini, le programme d'action ne peut en aucun cas être une proposition rédigée par une direction et approuvée par oui ou non. Puisqu'il s'agit d'une dynamique des luttes sociales, et non d'une recette, il doit faire le bilan des luttes en cours, pousser d'un pas en avant la perspective politique correspondant à chaque lutte partielle.

Cela doit se traduire au niveau de ses conditions d'élaboration.

Il ne doit pas y avoir au départ de projet figé. Les fédérations, sections et secteurs multiplieront les consultations de camarades extérieurs au Parti, qu'ils appartiennent à des organisations sociales, syndicales ou politiques, pour les interroger sur les sens et les objectifs de leurs propres luttes.

Dans le Parti lui-même, la richesse des expériences militantes se transmettra mieux si l'élaboration déborde le cadre formel de nos organisations statutaires — des assemblées régionales seront le meilleur moyen de confronter l'expérience acquise sur les différents fronts de lutte et de la traduire en un programme d'action.

PISTES DE RECHERCHE POUR LE PROGRAMME D'ACTION

La Direction Politique Nationale n'entend pas dans le présent rapport proposer une rédaction figée qui n'appelle plus qu'un travail d'amendement. Après la première phase d'élaboration, dans cinq semaines, elle pourra être conduite à rassembler les matériaux élaborés et à les communiquer à l'ensemble du parti pour refonte.

Pour la phase actuelle, elle croit nécessaire de se borner à quelques indications sommaires, donnant des pistes de recherche et posant les questions plus qu'affirmant les objectifs eux-mêmes.

La stratégie qu'applique le Parti dans sa lutte conduit à distinguer quatre parties dans le Programme d'action :

- 1°) la production ;
- 2°) le cadre de vie ;
- 3°) l'Etat;
- 4°) l'enseignement et l'idéologie.

I. - LA PRODUCTION**Agriculture :****Problème foncier :**

Quel type de propriété du sol, quelle dimension, quelle forme de gestion collective exprime la réalité actuelle des luttes ?

Quels objectifs le mouvement paysan doit-il se donner pour l'appliquer — dans les luttes de masse, — devant la justice, — par rapport aux S.A.F.E.R. et à leur action ?

Problème de l'exploitation :

Formes et limites de l'agriculture de groupe en régime capitaliste. Formes à développer ou à condamner.

Salariés :

Quelles revendications faut-il imposer aux exploitants sur les conditions de vie et de travail des salariés. Rapports entre salariés et exploitants actuellement — sur l'exploitation — au niveau syndical.

Prix :

Quelle attitude le mouvement paysan révolutionnaire doit-il avoir devant les revendications d'augmentation des prix.

Transformation industrielle et distribution :

Formes de liaison entre ouvriers et paysans — conditions d'un contrôle commun des travailleurs sur les firmes.

Industrie :**Trois cibles principales :**

- rémunération,
- productivité,
- organisation du travail.

Rémunération :

La lutte pour le salaire a trois prolongements importants :

- du salaire au pouvoir d'achat ;

La classe ouvrière peut-elle ouvrir la lutte dans le domaine des prix et dans celui des impôts ?

— du salaire à la distribution des revenus ; quelle position concrète devant la hiérarchie ; hausses de salaires uniformes ; défense du salaire indirect ?

— du salaire au contrôle des résultats ; la productivité augmente actuellement très vite — qui en bénéficie ? Quelle est la réalité chiffrée du partage profit-salaire ? De plus en plus on tend à lier les salaires aux résultats de l'entreprise ; d'où la né-

cessité du contrôle des travailleurs ;

— bataille sur l'information sur les résultats ;

— bataille sur la formation et le contrôle de son orientation.

Productivité et intensité du travail :

La lutte pour un rythme de travail humain, compatible à la fois avec la santé des travailleurs et leur vie de famille, se heurte à un blocage complet du patronat ;

— Ne plus attendre les résultats de négociations, mais anticiper :

— réduction unilatérale des cadences.

— Introduction de temps morts.

Organisation de l'entreprise :

Propositions unifiantes sur la hiérarchie : uniformisation des statuts ;

Contrôle ouvrier sur l'organisation du travail (Lacq). En outre, des luttes défensives sont à mener, notamment sur l'emploi ;

— utilisation des institutions existantes et de toutes les formes légales ;

— dimension régionale du problème ;

— distinguer entre les zones condamnées par le capitalisme (Vosges - Auvergne - Ouest, etc.) où le problème est celui de l'animation de luttes populaires régionales et les zones où les problèmes de l'emploi se trouvent posés à travers les conversions (sidérurgie, Lorraine...) où le problème est celui du contrôle des travailleurs sur la production et l'investissement.

Problème des jeunes travailleurs :

- lutte contre la déqualification,
- à travail égal salaire égal,
- lutte contre la sélection à l'entrée des entreprises.

Toutes ces luttes doivent être conduites avec le souci de créer les formes de délibération collective des travailleurs qui constitueront les embryons de l'autogestion.

Commerce :**Salariés du grand commerce :**

— problèmes analogues à ceux de l'industrie ;

— problèmes spécifiques ?

Petit commerce :

— distinguer entre la propriété commerciale et l'activité des travail-

leurs de la distribution ;

— fonctions particulières du petit commerce ; peut-il grouper ses achats pour gagner sur les prix ? grouper ses besoins de formation professionnelles de traitement des comptabilités ?

Est-il prêt à se grouper en ensembles professionnels capables d'assurer : la rotation des heures et des jours d'ouverture ; la négociation avec le grand commerce sur la répartition des implantations et des produits en catalogue ?

— droit au plein emploi donc au recyclage, et à une nouvelle formation professionnelle si départ nécessaire ?

2. — LE CADRE DE VIE

Dans ce domaine, les camarades se référeront aux Directives nombreuses diffusées par le B.N. et à des publications particulières comme « le livre noir des transports parisiens ».

Logement :

Priorité au locatif ;

Décision décentralisée ;

Autogestion des équipements collectifs ;

Refus de la politique de classe : logements de standing, etc.

Rôle des associations de résidents

— contrôle des charges,

— discussion, voire refus des hausses de loyers ;

— gestion des équipements ;

— lutte pour les locaux de réunion et d'association.

Urbanisme :

Accueil des enfants, des handicapés, des vieux ; formes de la vie urbaine ; densité des commerces, des équipements de loisir, pollution ; proximité logements-emploi ; moyen de transports ; qui décide ?

— des moyens de pression permanents,

— formes d'une véritable démocratie locale, pressions sur les municipalités, commissions extra-municipales ;

— lutte pour l'information.

Santé :

Mise en cause d'une médecine de classe :

— formes de lutte : par le canal

syndicats Sécurité sociale ; directes ; contre la privatisation de la médecine,

— pour des maisons médicales de quartier.

— pour des hôpitaux propres, suffisants et sans ségrégation ;

— des associations de malades.

Consommation :

Lutte contre la hausse des prix, comités de consommateurs :

— surveillance des prix ;

— information ;

— dénonciation des hausses scandaleuses.

3. — L'ETAT

1) Rappel des définitions « classiques » de l'Etat.

L'Etat est une superstructure. Rôle de la domination, voire d'oppression et d'exploitation au service de la classe dominante. Mais aussi (en certains cas) rôle d'« arbitrage », soit

— entre classes montantes et descendantes en équilibre relatif ;

— plus généralement, entre fractions de la classe dominante.

L'Etat est aussi le reflet de la formation sociale dominante. Or celle-ci est complexe. Phénomènes de « retard » (survivance). Aussi l'Etat ne peut-il jamais être « simple » (au sens chimique).

L'Etat, en régime capitaliste, est celui du système dans son ensemble donc avec toutes ses contradictions ; Il ne peut être par exemple celui des monopoles seulement ; il y a un capitalisme de monopoles certes, mais le « monopolisme » n'a pas remplacé le capitalisme.

2) L'Etat français est le plus centralisé, le plus hiérarchisé du monde. Héritage de Louis XIV, le jacobinisme, de Napoléon, des 3 Républiques et du gaullisme.

La destruction de l'appareil de l'Etat est donc nécessaire. L'autogestion permettra ensuite l'amoin-drissement des fonctions de l'Etat.

Dès maintenant, sans utopie et sans technocratie, actions en ce sens pour :

— Tout ce qui va vers la décentralisation réelle, la vraie régionalisation. Suppression des préfets.

— La vraie municipalisation. Retour à la Cité. (Ce qui n'empêche

pas, au contraire, les regroupements nécessaires.)

— Tout ce qui va dans le sens de la coopération, notamment en agriculture, dans l'artisanat et dans le commerce.

— Tout ce qui va dans le sens de la décision collective, du travail en équipe et, à la limite, de l'autogestion, de l'élection et de la révocabilité par les électeurs. Pas de délégation permanente des pouvoirs.

— Réduction des écarts hiérarchiques (pas seulement en matière de salaires) mais aussi pour les fonctions. Y compris dans l'armée.

— Extension du principe de la responsabilité personnelle.

— Principe de rotation assez rapide des dirigeants. Formation continue et recyclage permanents, principe de substitution. Mais attention : l'autogestion ne doit pas aboutir au morcellement de l'Etat qui doit absolument rester un (un ensemble structuré et non une juxtaposition de morceaux hétéroclites). Pas de néo-féodalisme.

Pour cela :

— une planification souple (au sens cybernétique du mot et non au sens vulgaire) mais complète ;

— un ensemble de lois-cadres ou, si l'on préfère, de lois-balises.

Cela est réalisable dès maintenant au sens très précis (et en ce sens très précis seulement) où le contrôle ouvrier est possible dès maintenant (mêmes possibilités, mêmes limites).

Par exemple : action contre les pouvoirs préfectoraux, action contre le statut actuel de la fonction publique (donc pour un nouveau statut radicalement différent), action pour la municipalisation des sols, action pour la réforme de l'E.N.A. (et des autres grandes Ecoles), action pour faire des nationalisations actuelles de véritables services publics ayant une réelle autonomie financière et de décision sous le contrôle des travailleurs, action pour placer certains services administratifs sous le contrôle du Parlement et non plus sous la direction du Gouvernement, action pour rendre réellement indépendante la Magistrature, etc.

Donc, création et multiplication de très nombreux points de rupture forçant l'Etat centralisé à une perpé-

tuelle défense « tous azimuts » extrêmement difficile en raison du caractère concret des actions en cause qui sont largement susceptibles de recueillir l'adhésion des masses.

Mais cela ne suffit pas ; il faut au préalable faire craquer les défenses de l'Etat sur un point spectaculaire ; donc, pour cela, ne pas attaquer nous-mêmes du moins dans un premier temps, mais sur un point précis constituant un chaînon faible, ou de moindre solidité, dans les défenses de l'Etat ou de ce qu'il représente. A l'heure actuelle, les luttes pour la régionalisation d'une part, la refonte complète du système militaire d'autre part, paraissent bien correspondre à ces objectifs.

(Unanimité).

III C. — ORIENTATION GÉNÉRALE

(texte Craipeau)

Malgré des progrès réels, notamment dans le secteur ouvrier et les milieux paysans, le P.S.U. paraît aujourd'hui en perte de vitesse. C'est en partie la conséquence d'une période caractérisée par l'éparpillement des luttes sur le plan national. C'est aussi, pour une large part, l'effet d'une ambiguïté dont notre parti ne parvient pas à sortir. Cette ambiguïté tient moins aux incertitudes de son orientation politique qu'au divorce entre sa politique et sa pratique ainsi qu'à l'absence d'une médiation compréhensible entre son engagement quotidien et ses perspectives à long terme. Il oscille entre des débats théoriques abstraits (que l'idéologie engage aussi bien dans les impasses du modernisme que dans celles de l'ultra-gauche) et une pratique du coup par coup, marquée par les lourdes survivances d'amateurisme, de laisser-aller, d'individualisme et le poids des structures social-démocrates qui subsistent.

La composition sociologique du Parti, le poids excessif de la petite-bourgeoisie dans ses rangs et plus encore dans sa direction sont à la fois la cause principale de cet état de choses et le facteur permanent de son aggravation. Inévitable au début, compte-tenu de son origine historique, cette composition sociologique est devenue un obstacle au développement qualitatif et quantitatif du parti. Elle ne peut être amélio-

rée que par un effort systématique de formation de cadres nouveaux, issus des couches populaires et par un large recrutement de masse.

Or, les sections ne peuvent pas organiser une action continue en se servant d'un journal directement accessible aux masses populaires elles ont recours au coup par coup, retombent dans la routine de type électoral ou bien se lancent dans des discussions idéologiques où les travailleurs, ouvriers et paysans ne se sentent pas concernés.

La direction donne le ton du dilettantisme, n'assurant aucune direction effective des fédérations (voire organisant le désordre organisationnel), ne réagissant pas aux événements importants pour la construction du parti révolutionnaire (par exemple l'affaire Tillon dont, on laisse la Ligue tirer profit) et démobilisant le Parti pendant les mois d'été.

Le VII^e Congrès ne pourra jouer son rôle pour opérer le nécessaire regroupement révolutionnaire que si la situation est redressée d'ici là, si le parti apparaît comme un pôle réel du regroupement, s'il propose un programme de transition qui fasse un tout de nos éléments de stratégie dans tous les secteurs, s'il a commencé à adapter ses formes et ses habitudes d'organisation à une orientation révolutionnaire, s'il poursuit son évolution vers une organisation ouvrière et paysanne, s'il peut se donner une direction où les militants ouvriers et paysans auront un poids effectif.

Une réflexion politique et un examen de nos expériences en vue d'élaborer ensemble un véritable programme de transition doit nous permettre de régler ces problèmes en évitant tout ce qui pourrait ressembler à des crises personnelles ou à des manipulations bureaucratiques.

La seule solution est d'associer le parti à résoudre les problèmes essentiels auxquels il est confronté. Les priorités immédiates peuvent être définies ainsi :

1. La transformation de T.S. en organe populaire, partant des faits et de la vie quotidienne, s'efforçant de répondre aux questions qui se posent les travailleurs, articulé sur les informations des militants, ca-

pable d'être diffusé dans les milieux populaires et de constituer l'outil de travail de nos sections et de nos groupes d'entreprises.

2. La refonte des secteurs où la situation est la plus dramatique (organisation, étudiants).

3. L'élaboration d'une stratégie universitaire rompant avec l'idéologisme abstrait.

4. La mise au point de notre action entreprise dans le cadre de notre axe stratégique de contrôle ouvrier et la délimitation de notre travail politique autonome et au sein même des syndicats.

5. Le soutien de tout le Parti au démarrage de l'organisation des jeunes.

6. La publication effective de bulletins intérieurs (courrier du P.S.U.) servant de base à la discussion générale et à la diffusion des expériences.

7. La mise sur pied d'ici trois mois d'une véritable école nationale des cadres ouvriers et paysans.

La D.P.N. doit fixer les structures qui permettront l'élargissement des effectifs dirigeants capables d'effectuer l'ensemble de ces tâches.

Celles-ci ne résoudront pas tous les problèmes. Le parti doit poursuivre par ailleurs son élaboration et trancher l'ensemble des problèmes politiques qu'il se pose encore (question syndicale, front unique, problèmes internationaux, transformation des structures du parti, etc.).

REPOUSSE.

7 Pour
13 Contre
3 Abstentions
2 Refus de vote.

III D. — ORIENTATION GÉNÉRALE APPLICATION DES DÉCISIONS DU DERNIER CONSEIL NATIONAL

(texte Kergoat)

La D.P.N. précise les modalités d'application des décisions majoritaires du Conseil National de Rouen. Cela signifie qu'elle engage le débat avec tous les courants et les groupes révolutionnaires sur les préalables formulés à Rouen. Ceci devrait être fait sur la base de textes écrits, demandant des réponses écrites et être le fait de délégations

composées non uniquement de membres du B.N., mais aussi de membres de la D.P.N. notamment provinciaux. L'ensemble : textes, réponses, comptes rendus de délégations, constituant un dossier à la disposition du Parti.

Qu'elle prend l'initiative d'une conférence nationale — voire européenne — sur le Contrôle ouvrier à laquelle serait associé l'ensemble des groupes et courants révolutionnaires.

Qu'elle réponde positivement à la proposition de Lutte Ouvrière de discuter des modalités d'une cam-

pagne commune sur l'augmentation non hiérarchisée des salaires, et mandate le B.N. pour en discuter les modalités.

Adopté.

15 Pour - 4 Contre - 2 Abstention.

IV B. — BULLETIN INTERIEUR DU PARTI

La D.P.N. décide la réapparition dès le mois de novembre du bulletin intérieur du parti. Ce bulletin paraîtra à un rythme mensuel. Son premier exemplaire sera envoyé aux secrétaires fédéraux et aux membres de la D.P.N. Il sera ensuite diffusé sur abonnement.

Ce bulletin comprendra : des décisions et textes du B.N., de la D.P.N. et des secteurs d'activité du parti, des motions, textes et comptes rendus des fédérations et sections, des documents extérieurs au Parti jugés utiles pour les militants.

La D.P.N. a élu un collectif chargé de ce bulletin. Il est composé des camarades Craipeau, Fontès, Kergoat, Malterre, Schulbaum, Vincent, Ter-ray. Ce collectif fonctionne sous la responsabilité de la D.P.N. et, dans l'intervalle des sessions, du B.N.

Unanimité.

PROCES-VERBAL DE LA D. P. N. DES 5 ET 6 NOVEMBRE 1970

La D.P.N. a entendu un rapport de la Commission culturelle qu'elle a adopté à l'unanimité.

Elle a également décidé par 15 voix contre 7 et 5 abstentions que le B.N. enverrait un représentant à la réunion convoquée par la Ligue des Droits de l'Homme sur la répression et qu'il y rappellerait les positions du parti.

RAPPORT

DE LA COMMISSION CULTURELLE
Rappel des activités de la Commission culturelle pour 1970.

1° Réflexion.

19-20-21 juillet 1969 :

— Rapport des forces dans le secteur culturel ;

— Signes de l'idéologie bourgeoise ;

— Recherche d'une problématique ;

— Terrains d'actions.

18 octobre et 16 novembre 1969 :

— Possibilités d'actions culturelles.

6-7 décembre 1969 :

— Analyse politique du phénomène « culture » ;

— Problèmes qui se posent au Parti en tant que force révolutionnaire face à l'usage de la culture dans notre Société ;

— Analyse des possibilités d'intervention ;

— Mise en place d'une « Coordination culturelle ».

21-22 mars 1970 :

— L'animation culturelle : fonctions, moyens, rapports avec l'action politique, contrôle ;

— La crise des M.J.C.

11 au 14 juillet - 28 au 31 août :

— Analyse de la situation culturelle en régime capitaliste ;

— Perspectives culturelles socialistes ;

— Stratégie et tactique.

2° Actions de type « critique ».

Mise en place de secteurs culturels « professionnels » (arts plastiques, cinéma, animation culturelle) et actions visant à étoffer ces secteurs :

a) Secteur « arts plastiques » :

— Action « Dubuffet » : distribution de tracts au vernissage du C.N.A.C.

— Pétition « Claudius Petit », Président de l'Association des Arts décoratifs et rapporteur de la loi anticasseurs (48 signatures d'artistes) ;

— Meeting P.C. ;

— Tract « Exposition Matisse » ;

— Collecte « Grève des ouvriers et employés de musées ».

b) Secteur « Cinéma ».

— Tract « Bataille d'Alger » (30 signatures de cinéastes) ;

Essais non réussis de mise en place de secteurs « Lettres » et « Spectacle » ;

— Campagne du 1 % : tract distribué lors du festival d'Avignon.

3° Service.

— Distribution de films (Etats-Généraux, Certifié exact...) ;

— Participation à l'élaboration de « Armes égales » ;

— Cirque « Baptiste » (stage d'Orléans).

4° Ecrits.

Les comptes rendus des différentes rencontres de type « réflexion » ont été publiés dans les directives « Culture- Enseignement ».

Essai de transformation de la page culturelle de Tribune Socialiste sous le titre « Lutttes Culturelles ».

5° Fichie« Culturel ».

Composé de tous ceux qui ont participé ou suivi les activités de la Commission, il regroupe plus de six cents noms dont 50 % de militants et 50 % de sympathisants.

Calendrier aide-mémoire pour quelques actions 1971

Samedi 14 novembre 1970 :

Lyon (Fédération du Rhône) : mise en place de la coordination culturelle fédérale.

Dimanche 15 novembre 1970 :

Saint- Etienne (Fédération de la Loire) : réunion de travail avec la coordination culturelle récemment

créée.

Samedi 21 novembre 1970 :

Réunion du secteur « Arts Plastiques » recherche d'un dialogue entre urbanistes, usagers et plasticiens, permettant de déboucher sur des formes d'actions concrètes de type « cadre de vie ».

Décembre 1970 :

Meeting sur la « Censure » organisé par le secteur « Cinéma » (cinéma, O.R.T.F...).

Dimanche 24 et lundi 25 janvier 1971 : Rencontre des directeurs et animateurs professionnels des M.J.C., Maisons de la Culture, Foyers municipaux, etc., dans le but de déterminer des orientations d'actions et des formes d'organisation pour ce secteur.

Avril 1971

Stage de quatre jours Cinéma et Télévision formation théorique et pratique pour l'intervention militante.

Été 1971 :

Interventions et organisation simultanées de stages sur les lieux d'interventions (lieux de rassemblements culturels du type « Avignon »).

Composition du collectif de coordination culturelle nationale.

Robert Chapuis (Paris), Marc Cou-Ion (Paris), Jean-Pierre Delaville (Hauts-de-Seine), Jean-Yves Lemerle (Paris), Marc Mangenet (Hauts-de-Seine), Bernard Miège (Paris), Avédik Olohadjian (Val-de-Marne), Henri Saigre (Val-de-Marne), Michel Salaun (Paris), Simone Vogel (Paris).

P.S.U. — Coordination culturelle
Annexe secteur cinéma

Le secteur :

Il comprend ceux dont les activités professionnelles relèvent de l'audio-visuel (cinéma, radio, T.V., disque, photo, etc.) et dont les métiers n'ont d'existence que par lui, dans une large mesure du moins.

Malgré l'industrialisation de plus en plus poussée (cf. industrie du disque), nombre de structures sont archaïques, artisanales, inadaptées aux mouvements de capitaux que leurs activités entraînent.

Le milieu :

Les professionnels appartiennent quant à eux au monde du spectacle, milieu marginal s'il en est avec ses

mœurs bourgeoises. Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs occasionnels soumis à la loi de l'offre et de la demande, ils n'exercent leurs professions que 15% du temps de travail annuel, ce qui fait que, salariés, tous se considèrent comme exerçant des professions libérales. Seuls, leurs hauts revenus, s'ils étaient constants, justifieraient cette attitude. A noter aussi que certains pour travailler « empruntent » le statut patronal le temps d'un film.

Le comportement individualiste est privilégié malgré des « sentiments » de « gauche » (des 121 à mai 1968) et une très forte syndicalisation, en fait purement corporatiste (lutte pour un « numerus clausus »), la majorité des « syndiqués » n'ont pas de carte professionnelle « cinéma » (C.N.C.) bien que beaucoup soient à l'O.R.T.F. ou travaillent pour l'Office. La C.G.T. a été longtemps présidée par un royaliste.

Les schémas culturels prédominants sont bourgeois : sentiment d'une mission particulière à accomplir envers le peuple, et des compromissions permanentes ; fuite devant la permanence d'un engagement politique.

Données actuelles :

Le développement d'un mode industriel de gestion des diverses branches du secteur et la place déterminante de l'O.R.T.F. sont parmi les facteurs d'une possibilité d'évolution. De même l'évolution technologique prend une direction qui démystifie l'aspect « technique » des professions qui sont effectivement de type artisanal avec simultanéité d'une très haute qualification et une hyperspécialisation.

Situations :

L'O.R.T.F. ne comprend pas que des personnels techniques et artistiques mais surtout et très massivement du personnel purement administratif et des électroniciens tels qu'il y en a aux P.T.T. (ancien ministère de rattachement en vertu du monopole des télécommunications). Les activités du secteur relevant d'abord de la responsabilité sociale et politique inhérente aux mass media, ceux-ci sont peu concernés, et l'ouverture est plutôt en direction du journalisme que du côté de l'entreprise traditionnelle.

La formation professionnelle est en pleine déconfiture. En dehors de « Vaugirard » (lycée national technique de photographie et de cinéma, qui est en réalité un I.U.T.) qui forme des techniciens (y compris T.V., radio et disque), on constate que l'I.D.H.E.C. interrompt ses activités, reportées à la fac de Vincennes et confiées à des réalisateurs incohérents. Reste le privé, dont un cours animé par certains Cahiers du Cinéma, qui semblent avoir de bonnes approches pédagogiques et idéologiques.

Depuis mai 1968 le népotisme est reparti de plus belle, la formation retournant aux pseudo-stages où l'on porte les sandwiches (parfois les certificats suffisent).

Bilan :

Pour l'émission « AArmes égales » Faure-Rocard, la participation à sa préparation se réduit à une tentative de choix des axes pour le film d'accompagnement et à un dialogue assez irréal avec la commission de propagande qui confisquait le débat dans le cadre des préoccupations de ses propres membres, sans stratégie applicable au media-T.V., au contexte de l'émission et aux axes de luttes du Parti. Ceci a abouti à une réalisation hâtive et non contrôlée.

Une pétition à propos du film « La Bataille d'Alger », que les distributeurs, agissant en censeurs, retirèrent de leur programme avant projection, fut lancée de façon traditionnelle et de ce fait recueillit peu d'échos. Nous pensons cependant que la censure actuelle dans les mass media est telle que l'on peut envisager un meeting des professionnels.

Analyses à entreprendre ;

Pour que les professionnels se pensent comme travailleurs, au lieu d'utiliser démagogiquement le terme, et qu'ils se situent dans la lutte des classes.

Les structures économiques du secteur, son intégration capitaliste, son insertion dans la société de consommation.

Se situer collectivement : responsabilités sociales des professions n'ayant que des activités culturelles.

Actions :

Les analyses à faire ci-dessus en sont : lutte idéologique et participation aux luttes des travailleurs en seront :

Actions professionnelles : prestations de service professionnel au Parti. Nous sommes à sa disposition par et pour nos compétences professionnelles et avec nos instruments collectifs et sans qu'il s'agisse d'activités de compensation. Par exemple sur le cadre de vie ou à propos des municipales (voir projet joint), la censure, etc.

Activités non professionnelles :

— De renfort (proches des prestations de service) selon les types de certaines actions aux plans locaux.

— De coopération avec les secteurs ou les activités d'animation culturelles dans la mesure même où il s'agira de réduire la consommation : passer à la lecture politique de l'image animée.

Le stage qui conclurait nos analyses du secteur pourrait comporter cet aspect en commun avec d'autres stages sur le cinéma :

1° Partie théorique :

— l'aspect économique : comment ces marchandises sont intégrées dans l'économie capitaliste avec les règles du marché, les problèmes de la production, de distribution ;

— l'aspect idéologique : quelles fonctions idéologiques sont appelées à remplir films et émissions de T.V. APPRENDRE à lire politiquement l'image.

2° « Partie pratique * :

— utilisation des moyens cinématographiques comme moyen de formation et de propagande par les sections du Parti ;

— conception de l'animation.

La présence des militants du P.S.U. dans ce secteur interprofessionnel doit offrir l'occasion d'envisager des modalités de liaisons, d'actions et d'organisation, en ayant des relations organiques avec les secteurs « entreprises » du Parti.

Proposition de réalisation
d'un court métrage

Ce film serait réalisé au moindre prix par une équipe de camarades cinéastes, membres du Parti et sympathisants.

D'une durée d'une vingtaine de

minutes il permettrait au moyen de sa projection d'ouvrir le débat de la même façon que les films des Etats Généraux ou Certifié Exact. Toutefois la différence essentielle est qu'il véhiculerait des idées propres au P.S.U.

Choix du thème :

Nous demanderons à tous les camarades intéressés de bien vouloir nous répondre rapidement en indiquant le sujet qu'ils souhaiteraient que le film aborde : exemple : le cadre de vie, la spéculation foncière, les municipales, le contrôle ouvrier, etc.

Le sujet du film sera choisi en fonction de ces réponses.

Dans un deuxième temps nous approfondirons ensemble, par questionnaires ouverts, le contenu du sujet choisi.

Conditions financières :

Une Fédération ou plusieurs Fédérations réunies peuvent obtenir (en toute propriété...) une copie du film pour mille francs. Ce qui, à bien réfléchir, représente une contribution de cent francs par sections (pour dix sections).

Date de sortie du film :

S'il y a suffisamment de Fédérations intéressées et si les échanges (correspondance...) se font rapidement entre les Fédérations et la Coordination culturelle, le film peut être prêt pour la fin décembre. Il pourrait être alors utilisé dans la préparation des municipales.

P.S.U. — Coordination culturelle
Annexe secteur Maisons des Jeunes
et de la Culture

Le nombre des militants P.S.U. engagés à divers titres dans les associations dites d'éducation populaire est inversement proportionnel à la capacité d'intervention de notre parti dans ce secteur.

Ainsi dans la seule Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture, un dixième des permanents est adhérent de notre parti ; des élus P.S.U. maires ou conseillers municipaux occupent des postes de choix dans les instances nationales de cette institution ; de nombreux militants participent également à l'animation des associations locales.

Comment cette implantation s'est-elle manifestée jusqu'à présent ?

Premier exemple :

Lors du conflit Comité-F.F.M.J.C., en l'absence de toute coordination, les professionnels participent à l'action entreprise, mais développent par le biais syndical, des positions radicalement contradictoires.

Quant aux bénévoles, selon leur niveau de responsabilité dans l'institution, les uns sombrent dans un réformisme gestionnaire qui les conduit à accepter « contraints et forcés » les conditions du pouvoir afin de conserver un outil qui leur semble indispensable. Les autres par pessimisme révolutionnaire cherchent à détruire ce même outil, considérant que la réforme Comité modifie leur possibilité d'action dans les M.J.C.

Deuxième exemple :

Récemment le Conseil de Paris cherche à imposer aux M.J.C. une nouvelle convention instaurant une mise sous tutelle très sévère de l'association.

Des sections du parti ont été amenées à intervenir : c'est ainsi que l'une d'entre elles a vanté les mérites de la M.J.C. menacée et en particulier de son Conseil d'administration qui aurait « fait ses preuves ». Elle s'est en fait bornée à réclamer le maintien des structures actuelles.

De toute évidence, nous devons combattre cette convention qui prouve que le Conseil de Paris ouvrant ainsi la porte à d'autres municipalités, cherche à intensifier un contrôle déjà systématique. Mais, il ne suffit pas d'en rester à cette pure et simple attitude défensive.

Et dans ces cas, comme beaucoup d'autres, les réactions des militants ou des sections du parti ne sont guère fondées sur une analyse sérieuse de la nature, et par conséquent des limites, des institutions culturelles : diffusion d'une idéologie « participationniste », faible présence des jeunes travailleurs, formalisme de la gestion, contrôle de plus en plus étroit des collectivités locales, etc.

Depuis quelques mois dans le cadre de la coordination culturelle, un secrétariat s'occupant plus particulièrement des problèmes d'animation culturelle (M.J.C., ligue de l'Enseignement, Maisons de la Culture) s'est mis en place. Il se propose dans un premier temps d'organiser

une rencontre des professionnels de ces secteurs.

Cette rencontre qui pourrait avoir lieu les 23-24 janvier 1971 devra contribuer à la création du groupe entreprise (refus du particularisme et du sacerdoce).

C'est pourquoi il est indispensable dès maintenant, que les militants du parti engagés dans l'animation culturelle

— participent activement à la vie de la section pour éviter l'isolement politique à l'échelon local,

— glanent les informations et les adressent d'urgence à la coordination culturelle.

II. - PROBLEMES DU SECTEUR ETUDIANT ET DE L'U.N.E.F.

A la suite des travaux d'une commission associant les membres de la D.P.N. aux responsables du secteur étudiant, la D.P.N. s'est trouvée en présence :

— d'une motion préjudicielle présentée par Serge Mallet ;

— de trois textes exprimant les diverses orientations présentées en commission, mais dont le caractère contradictoire n'était pas affirmé par tous leurs auteurs.

La D.P.N. a donc d'abord voté sur la motion MALLET, qui a été repoussée, puis sur la prise en considération des trois textes ; deux de ces textes (texte Chapin et texte Vincent) ayant obtenu la majorité, la D.P.N. s'est prononcée sur leur caractère contradictoire, puis a procédé à un vote sur le texte définitivement pris en considération ; ce vote n'a pas dégagé de majorité.

Pour sortir de l'impasse, la D.P.N. sur proposition de Kergoat a procédé à un nouveau vote, s'appuyant sur la distinction entre texte interne au parti (texte Vincent) et destiné à l'extérieur (texte Chapuis). Ce nouveau vote a conduit à la prise en considération du seul texte Vincent. Ce texte a ensuite été amendé — on trouvera à la fin du compte rendu le texte définitif.

1. Motion préjudicielle présentée par Mallet repoussée par 6 voix pour, 19 contre, 7 abstentions).

La D.P.N., considérant que les informations et les analyses contra-

dictoires présentées par les diverses tendances du mouvement étudiant du parti, ne lui permettent pas de prendre position sur les textes qui lui sont présentés, et n'apportent aucune solution aux problèmes posés, constate que l'état de préparation politique de sa délibération n'est pas rempli, refuse de se prononcer sur les deux textes en présence et renvoie l'examen du débat étudiant à la prochaine D.P.N., exige que cette réunion soit préparée par une assemblée générale des étudiants du parti une Commission de la D.P.N. pour retravailler, mandate les textes issus de ses débats.

Pour :

Dubois, Mallet, Behar, Fontès, Petit, Vayssade.

Contre :

Heurtin, Simon, Kergoat, Perret - Llaudet, Barjonet, Croste, Arthuys, Frachon, Dalbert, Vincent, Bridier, Bompard, Massiah, Craipeau, Malterre, Nardin, Rocard, Rognard, Mousel.

Abstentions :

Brana, Girod, Schulbaum, Bariol, Mégier, Lambert, Chapuis.

2. Prise en considération portant sur les trois textes.

Texte n° 1, présenté par CROSTE (non pris en considération par 8 voix pour, 18 contre, 5 abstentions)

RESOLUTION INTERNE SUR LA QUESTION ETUDIANTE

Le P.S.U. qui dénonce dans l'ensemble du mouvement syndical ouvrier et paysan les pratiques bureaucratiques de type courroie de transmission :

— qui appelle ses militants à se battre pour le respect de la démocratie ouvrière à la base ;

— qui regrette la situation actuelle de division syndicale et de syndicalisme de minorités, ne saurait prendre, dans le mouvement étudiant, la responsabilité d'une scission syndicale.

Le problème des étudiants P.S.U. est de se battre dans leur milieu, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'U.N.E.F. pour une offensive politique : participation aux luttes révolutionnaires de rupture, élaboration d'une véritable stratégie contre la politique de la bourgeoisie en milieu

universitaire, dénonciation dans les faits des pratiques réformistes à courte vue et des impasses où elles engagent le mouvement étudiant.

Les étudiants du P.S.U. doivent avoir à l'intérieur du parti une place à part entière, et avoir leur possibilité d'intervention propre en milieu universitaire, ce qui suppose que les coordinations nécessaires soient mises en place

— à l'intérieur du milieu étudiant P.S.U. ;

— au sein du secteur enseignement-université.

Pour :

Fontès, Brana, Heurtin, Girod, Schulbaum, Croste, Rognard, Lambert.

Contre :

Behar, Simon, Kergoat, Perret-Llaudet, Barjonet, Bariol, Mégier, Mousel, Vayssade, Dalbert, Vincent, Bridier, Bompard, Massiah, Craipeau, Malterre, Nardin, Rocard. Abstentions : Arthuys, Chapuis, Fraction, Dubois, Mallet.

Texte n° 2, présenté par CHAPUIS (Pris en considération par 13 voix pour, 11 contre, 8 abstentions)

Le mouvement étudiant connaît une crise grave. En deux ans, le cadre unitaire de l'U.N.E.F. qui avait contribué à lier les luttes étudiantes et celles de l'ensemble des travailleurs, a éclaté. Les pratiques scissionnistes de l'Union des Etudiants Communistes derrière le masque de l'U.N.E.F.-Renouveau (défilé spécifique au milieu de la C.G.T. le 1^{er} mai - congrès nationaux - participation aux élections universitaires - appareil fortement structuré) ont conduit à une profonde désorganisation de l'U.N.E.F., se traduisant par des situations absurdes et ridicules (distribution des cartes, tenue de réunions, etc.). Dans ce contexte, un groupe purement politique : l'A.J.S., a pu s'affirmer sur une base corporative, et obtenir certains succès.

Pour le P.S.U., l'existence d'un mouvement de masse étudiant est un appui extrêmement important aux luttes des travailleurs. Encore faut-il qu'il ne se fonde pas sur la défense des intérêts individuels des étudiants, mais sur une orientation positive dans la lutte de classe et se situe donc clairement dans une perspective révolutionnaire. C'est à cette

tâche que travaillent et continueront de travailler les militants étudiants du P.S.U., contre les courants réformistes et néo-corporatistes aussi bien que contre les courants de type spontanéiste et populiste qui conduisent le mouvement étudiant à l'isolement et à la désagrégation.

L'U.N.E.F. ne pourra connaître un fonctionnement normal dans la situation tout à fait anormale qui est la sienne.

Il importe de recréer à la base les conditions du développement et de la restructuration du mouvement de masse ; le bureau de l'U.N.E.F. a pour seule tâche de gérer la situation présente en permettant cette réorganisation. On ne peut lui demander d'assumer des responsabilités politiques globales, mais on ne peut lui demander non plus de se taire devant la réalité des luttes étudiantes.

Les militants étudiants du P.S.U. ont pour tâche prioritaire de développer à la base les comités d'action U.N.E.F. ou les comités de lutte, en union étroite avec tous les étudiants organisés ou inorganisés qui entendent mener des luttes coordonnées sur le terrain universitaire contre la politique de la bourgeoisie et les formes différentes qu'elle prend à l'Université, sur le terrain de la production et sur le plan international. Ces comités doivent se rassembler en un véritable courant capable d'imposer l'hégémonie de la ligne révolutionnaire à l'intérieur du milieu étudiant : des assemblées régionales et une assemblée nationale de ces comités doivent être tenues dans les mois à venir, avant le prochain congrès de l'U.N.E.F. Un comité d'organisation provisoire, fondé sur l'adhésion à un manifeste commun et sur sa diffusion dans la masse étudiante, doit être mis sur pied par les étudiants eux-mêmes, sur la base de comités existants, qu'ils comprennent ou non des militants du P.S.U., qu'ils rassemblent des militants de divers groupes révolutionnaires ou qu'ils réunissent des militants sans référence politique précise.

Pour :

Fontès, Brana, Heurtin, Girod, Schulbaum, Barjonet, Croste, Mégier, Vayssade, Arthuys, Chapuis, Frachon, Rocard.

Contre :

Behar, Simon, Kergoat, Perret-Liaudet, Bariol, Bridier, Mousel, Bompard, Massiah, Craipeau, Nardin.

Abstentions :

Dubois, Mallet, Malterre, Vincent, Dalbert, Lambert, Rognard, Petit.

Texte n° 3, présenté par VINCENT (Pris en considération par 18 voix pour, 7 contre, 7 abstentions)

Compte tenu de la spécificité du mouvement étudiant, la cohabitation entre le courant animé par les étudiants du P.S.U. au sein de l'U.N.E.F. et les courants A.J.S. et U.N.E.F.-Renouveau est devenue impossible dans les circonstances actuelles. Nous sommes donc contraints d'envisager la séparation organisationnelle et politique dans les plus brefs délais et dans des conditions permettant au maximum d'étudiants de comprendre la signification de l'éclatement des structures parlementaires de l'U.N.E.F. et la nécessité d'une mise en question des orientations néo-corporatistes dans le mouvement étudiant.

Dans un premier temps, cette orientation implique que les camarades du B.N. de l'U.N.E.F. fassent connaître très clairement qu'ils n'entendent en aucun cas se laisser enfermer dans le jeu d'une gestion de la crise ou dans des fausses manoeuvres (cartes). Ils appliqueront les mandats du dernier congrès sur la répression, sur les questions internationales et apporteront leur soutien à la création du mouvement anti-capitaliste étudiant. De telles prises de position doivent faciliter le regroupement des C.A.U.N.E.F. révolutionnaires et des comités de luttes extérieurs à l'U.N.E.F. qui se fixent comme objectifs la mobilisation des masses étudiantes dans une perspective révolutionnaire. A cet effet, des rencontres nationales du courant révolutionnaire, interne et externe à l'U.N.E.F., doivent être organisées le plus rapidement possible afin de préparer une coordination provisoire des C.A.U.N.E.F. et des comités de lutte ainsi que la mise au point d'un projet de manifeste du mouvement de masse.

Sur cette base, une discussion générale doit être menée dans le mouvement étudiant révolutionnaire

sans s'enfermer dans aucune structure, en allant de la base au sommet : on doit notamment envisager des discussions avec la L.C., V.L.R., etc., dans le but d'éclairer les perspectives d'interventions communes à l'université. En même temps, dans la pratique, les militants du P.S.U. s'efforceront de promouvoir l'unité du mouvement anti-capitaliste étudiant dans les comités d'action U.N.E.F. où ils sont majoritaires. Dans les autres cas les militants du P.S.U. s'efforceront de mettre sur pied des organismes unitaires sans s'en tenir aux cadres U.N.E.F.

La rupture avec les courants U.N.E.F.-Renouveau et A.J.S. ne peut intervenir que sur ces bases politiques (à l'exclusion des problèmes de mandat ou de même ordre). Le mouvement anticapitaliste regroupant les éléments de l'U.N.E.F. et des comités de lutte devra naître comme organisation permanente de tout ce processus qui culminera dans la tenue d'assises nationales du mouvement étudiant.

Parallèlement, la D.P.N. doit donner mandat au B.N. pour la reconstitution du secteur étudiant à travers la tenue d'assemblées régionales et la tenue en conclusion d'une assemblée nationale du secteur en janvier ou février 1971. En même temps, doit s'ouvrir dans le parti, une discussion sur le bilan du mouvement étudiant et sur sa fonction politique ainsi que sur la stratégie universitaire.

Une commission étudiante pluri-partite sera associée au bureau national pendant toute cette période.

Pour :

Simon, Kergoat, Perret-Liaudet, Barjonet, Mégier, Bariol, Mousel, Rognard, Frachon, Dalbert, Vincent, Bridier, Bompard, Massiah, Craipeau, Malterre, Nardin, Rocard.

Contre :

Barna, Heurtin, Fontès, Schulbaum, Girod, Croste, Vayssade.

Abstentions :

Behar, Petit, Lambert, Arthuys, Mallet, Chapuis, Dubois.

3. Vote sur le caractère contradictoire des textes 2 et 3.

Les textes 2 et 3 sont considérés comme contradictoires par 19 voix,

contre 2 et 2 abstentions.

4. Vote et prise en considération portant sur les textes 2 et 3.

14 voix pour le texte 2, 14 voix pour le texte 3, 3 abstentions.

Pour le texte 2 : Rocard, Fontès, Petit, Brana, Girod, Heurtin, Schulbaum, Barjonet, Croste, Mégier, Vayssade, Arthuys, Chapuis, Frachon.

Pour le texte 3 : Nardin, Malterre,

Craipeau, Massiah, Bompard, Bridier, Vincent, Dalbert, Mousel, Bariol, Mégier, Perret-Liaudet, Kergoat, Simon.

Abstentions : Mallet, Lambert, Rognard.

5. Vote sur les propositions Kergoat :

1^{re} proposition : Le texte Vincent est considéré comme la directive qu'appliquent les étudiants du parti et le parti tout entier.

Adoptée par 14 Pour, 6 Contre, 6 Abstentions.

2^e proposition : Le texte Chapuis est rendu public comme émanant de la D.P.N.

Repoussé par 12 Pour, 13 Contre, 2 Abstentions.

Le texte Vincent est alors amendé sur propositions de Kergoat et Fontès ; il est convenu que le Bureau national en tirera une version destinée à l'extérieur.

LETTRES AUX GROUPES CHARGES D'IMPULSER LES ASSEMBLEES OUVRIERS - PAYSANS

Cher camarade,

En confiant à des assemblées Ouvriers-Paysans le soin d'élaborer le programme d'action dont les militants révolutionnaires ont besoin, le P.S.U. non seulement adopte une méthode de préparation originale pour son conseil national, mais prend aussi une initiative qui n'a pas de précédent dans le mouvement ouvrier :

Il s'agit de donner aux militants des deux principaux fronts de luttes la possibilité de confronter leurs expériences pour unifier leurs objectifs de lutte et élaborer ensemble un programme. C'est en quelque sorte (une fois n'est pas coutume !) mettre le Parti à l'écoute des travailleurs, alimenter sa réflexion à partir de la pratique quotidienne de ses militants, et faire qu'il soit réellement l'expression des ouvriers et des paysans à l'avant-garde des luttes.

Il s'agit aussi, au travers de ces assemblées, de donner la parole aux travailleurs, non seulement pour définir les orientations de leurs propres fronts de luttes, mais également pour faire des propositions pour les autres secteurs (enseignement, culture, etc.).

Il s'agit de faire de ces assemblées le premier maillon du mouvement politique de masse unifiant autour de la classe ouvrière tous les éléments du peuple décidés à se battre contre le capitalisme.

Pour réaliser ces objectifs 12 régions où auront lieu ces assemblées ont été définies : à l'intérieur de chaque région l'organisation des

assemblées, leur préparation est confiée aux sections et groupes d'entreprises ou de paysans les plus importants; autour de ces noyaux, s'organiseront des Comités d'initiatives régionaux qu'épauleront les responsables « Entreprises » et « Agricoles » des Fédérations. Ces Comités assureront l'organisation matérielle, animeront les assemblées et inviteront les militants non membres du P.S.U. qui sont à la tête des luttes dans leur région.

Les responsables fédéraux agricoles et entreprises doivent donc prendre contact avec le « noyau » de leur région et travailler activement à la préparation de ces assemblées pendant tout le mois de novembre. Le temps de préparation est limité et il n'y a pas une minute à perdre.

En ce qui te concerne, le B.N. propose que ton groupe prenne en charge le travail, ce qui veut dire :

1. La préparation de l'Assemblée par tout ton groupe d'usine et les militants combatifs non membres du Parti qui se battent autour de vous, à partir des propositions de texte que tu recevras et surtout vos propres réflexions mises en commun avec le groupe paysans de ta région, c'est-à-dire :

2. La constitution en Comité d'initiative avec les responsables fédéraux « Entreprise » et un militant par groupe d'entreprise ou paysan de cette région. Ce comité est chargé ;

a) de préparer techniquement l'assemblée ;

b) de faire circuler les textes, de pousser les militants ouvriers et pay-

sans actifs de la région à participer aux assemblées ;

c) de diriger les débats.

3. Voici le calendrier proposé :

Avant le 31 octobre :

Réception des textes nationaux. Constitution effective des Comités d'initiative.

Courant novembre :

Préparation des propositions des groupes d'initiative. Si possible, réunion commune préparatoire Ouvriers-Paysans par département.

Préparation technique (lieu, date précise, prévoir éventuellement des cars pour collecter les militants paysans surtout).

1^{re} semaine de décembre :

Assemblée régionale, les textes sont envoyés immédiatement au B.N. pour rediffusion nationale.

1^{re} semaine de janvier :

Conseils fédéraux.

15-16-17 janvier :

Conseil national.

Tu peux demander tous les renseignements nécessaires au Secteur national Entreprises (Behar, Eggen) et Agricole (Lambert, Vedel). Mais surtout donne-nous ta réponse rapidement, et ensuite l'état d'avancement de vos travaux.

Amitiés Socialistes.

Pour le Secteur Entreprises : A. Behar. Pour le Secteur Agricole : B. Lambert.

TEXTE PUBLIÉ DANS LE NUMÉRO 6 D'ACTION MILITANTE,
BULLETIN DE LA FÉDÉRATION DES BOUCHES-DU-RHONE DU P.S.U.

RENCONTRE AVEC
DES CAMARADES AIXOIS SORTIS
DE L'EX P.C.M.L.
(HUMANITE ROUGE)

1° Présentation des groupes et de leur situation actuelle.

a) Le groupe sorti de Tex P.C.M.L. (Humanité Rouge).

Humanité Rouge d'Aix regroupait 120 camarades, c'était le bastion le plus fort au niveau national (1/5 des militants de l'ensemble de l'organisation).

Ce groupe était hégémonique sur la Faculté de Lettres, et avait entrepris un gros travail sur le Bâtiment et dans le milieu immigrés (création d'un journal local - chantier Rouge).

Les militants issus de Mai recrutés sur une base de lutte étaient qualitativement différents de la vieille garde de l'ex-P.C.M.L. (Jurquet et Casais).

La crise qui s'est manifestée à Aix est le résultat d'une opposition entre un travail empirique effectué depuis 2 ans en l'absence d'une organisation dirigeante et l'appartenance à un parti qui se voulait « style P.C.F. années 30 » L'incapacité d'exploiter la victoire du 1er Mai :

— préparation importante chez les travailleurs immigrés ;

— début de liaisons étudiants-travailleurs ;

— dévoilement de la collusion révisionnistes flics ;

a montré à cet égard l'incompatibilité qui existait entre une pratique « M.L. » et une ligne néo-révisionniste au « P.C.M.L. » (auto-proclamation, vision économiste du travail des révolutionnaires...)

A l'intérieur de l'ancien groupe « H.R. » 3 groupes se sont respectivement démarqués :

— une fraction de droite visant à une reconstitution immédiate du « P.M.L. » (très minoritaire) ;

— 2 groupes de gauche : l'un (15 militants environ) a arrêté tout travail pratique et se réfugie dans l'intellectualisme ;

— l'autre plus important liant la recherche théorique à une pratique

immédiate en commun avec d'autres groupes (V.L.R., P.S.U., 11 Mai, etc.).

b) Les militants P.S.U. regroupés derrière le texte Terray.

Les positions défendues :

— caractérisation de la période actuelle :

Montée des luttes :

Hors des stratégies syndicales et réformistes nouvelles formes employées (démocratie prolétarienne, remise à l'actualité de la violence et de l'illégalité) manque de direction et de perspectives politiques.

Le P.C.F. n'est plus une organisation autonome de la classe ouvrière, il joue le rôle de groupe de pression dans le cadre légal (voir analyse plus haut). Le P.C. n'est pas une social-démocratie traditionnelle mais de type nouveau. Sa caractéristique est le révisionnisme.

Sur le plan économique, la phase du capitalisme impérialiste n'est pas encore achevée.

Sur le plan idéologique et politique, le capitalisme est dans une situation de crise (luttes populaires, mouvements de jeunesse).

Mouvement communiste international :

— U.R.S.S. : voir plus haut.

— Chine : Seul pôle de référence pour les révolutionnaires du monde entier, plus qu'une simple référence théorique, la révolution culturelle doit être utilisée par nous avant la prise du pouvoir.

Les tâches des révolutionnaires :

— L'Unité politique de la classe ouvrière.

— Lutte contre le révisionnisme et le réformisme.

Pour cela, il est nécessaire de constituer des noyaux révolutionnaires et de leur donner de plus en plus une direction prolétarienne.

Au niveau universitaire, il faut développer le mouvement de masse et abandonner tout sectarisme.

Le travail au sein du P.S.U. :

On a assisté à une transformation du P.S.U. après Mai :

— renouvellement de 40 % des effectifs du parti ;

— début de base ouvrière.

Le P.S.U. apparaît comme un moyen d'arriver au parti révolutionnaire mais non pour le P.S.U. en tant que tel. Pour cela deux conditions sont remplies :

— une base sociale qui préfigure celle du « P.R. » ;

— une liberté totale d'y défendre nos idées à cause de l'organisation social-démocrate du P.S.U.

Deux perspectives dans la conception de l'analyse du milieu de travail sont possibles. Il ne s'agit pas pour nous de la position trotskyste de la pêche à la ligne mais d'une tâche à accomplir, à savoir à amener sur nos positions la grande majorité du parti :

Nos positions s'articulent autour de 3 axes principaux :

1. Affirmer la nécessité de la construction d'un parti révolutionnaire qui ne se réduise pas à un élargissement du P.S.U., ce dernier ne pouvant être qu'un moyen.

2. Analyse du P.C. :

dissiper toute illusion sur la possibilité d'un redressement révolutionnaire du P.C.F. La direction et une bonne part des militants étant de façon irréversible engagés dans la voie révisionniste.

3. La mise au diapason de la stratégie d'ensemble avec le contenu du contrôle ouvrier :

Le contrôle ouvrier n'est pas une revendication mais une stratégie de lutte. Il met le patron devant le fait accompli, s'exerce hors de la légalité bourgeoise et résulte de la démocratie prolétarienne de masse. Nécessairement il rentre en conflit avec les méthodes de lutte révisionniste et syndicales.

2° Positions par rapport au révisionnisme.

Pour le groupe sorti du P.C.M.L.

Le révisionnisme exerce principalement une influence idéologique : pessimisme, non-violence, démobilisation qui se répercute aux plans politique et organisationnel.

Les révisionnistes s'appuient

sur les éléments peu évolués de la classe ouvrière qu'il encadre en récupérant les éléments actifs qu'ils stérilisent en leur confiant des tâches gestionnaires.

Ainsi dans la mesure où les éléments se regroupent en dehors du révisionnisme, il perd de son influence.

Pour combattre le révisionnisme, il faut mener une lutte directe contre la bourgeoisie. Cette lutte fera le clivage et démasquera le P.C.F., elle doit permettre aussi dans les entreprises de former les noyaux communistes ouvriers qui auront une vision antirévionniste de la situation.

Le P.C.F. actuel.

— pour le P.S.U. :

accord sur l'influence idéologique. Analyse du P.C.F.

— 2 déviations.

Une de gauche : le P.C.F. en bloc est dans le camp des ennemis du peuple. L'affrontement en ce cas doit être nécessairement violent.

Une de droite : Le P.C.F. en bloc est une contradiction au sein du peuple.

La direction, les cadres, nombre de militants (surtout adhérents depuis 1960) sont dans le camp des ennemis du peuple. Il en va autrement de certains militants et des masses influencées par le P.C.F. qui constituent une contradiction au sein du peuple.

Que penser de la thèse du social-fascisme ?

Elle ne peut se vérifier que dans les cas où les réformistes détiennent le pouvoir, et que celui-ci est menacé. A l'heure actuelle les révisionnistes n'ont le pouvoir que de façon locale, donc on ne peut classer le P.C.F. comme globalement social-fasciste. Il ne l'est que par endroits, là où il détient le pouvoir, où là où il veut à tous prix le conquérir. Exemple : Vincennes. L'attitude à adopter :

Similaire à celle proposée par les camarades sortis du P.C.M.L.F. C'est par des initiatives autonomes du camp révolutionnaire contre la bourgeoisie que l'on montrera clairement que le P.C.F. choisit le camp de la bourgeoisie. Ce sont ces initiatives autonomes qu'il faut capitaliser, non au profit de tel ou tel groupe, mais en fonction du processus de

construction du parti révolutionnaire.

Accord général, y compris sur l'analyse du social-fascisme.

3° La lutte dans les entreprises : problème des syndicats et constitution de noyaux de révolutionnaires.

Pour le groupe ex-H.R. :

Par rapport à l'analyse des syndicats deux dangers sont à écarter : D'une part, poser le problème d'organisation avant le problème politique. D'autre part, l'économisme ou anarcho-syndicalisme (cf. bâtiment sur Aix).

Tactiquement les camarades sont d'accord avec le P.S.U. pour considérer que c'est sur le terrain qu'on se détermine. Stratégiquement le problème syndical doit être étudié par rapport à la nouvelle époque. La nouvelle époque se caractérise par le changement du rapport de forces, le déplacement des luttes entre le socialisme et le capitalisme. L'idéologie syndicale à l'heure actuelle c'est l'idéologie révisionniste.

Face aux nouvelles formes de luttes et à leur contenu (mouvement ouvrier spontané) : Flins, Berliet, Sollac, on a vu que le syndicat n'était pas nécessaire. Il faut donc se demander si le spontanéisme actuel n'est pas la forme de lutte que prend la classe ouvrière pour se constituer en force politique autonome.

Les luttes revendicatives sont encore une réalité, mais les luttes politiques sont radicalement différentes. Une attitude lutte contre l'organisation capitaliste du travail risque de se limiter au plan purement revendicatif. Le point central est de mener le combat anticapitaliste et de démasquer le rôle de l'Etat. Il faut intervenir en tant que communistes sur l'ensemble des conflits pour :

— montrer que l'ennemi, c'est la bourgeoisie ;

— montrer la nécessité de l'insurrection armée pour prendre le pouvoir ;

— démasquer les révisionnistes dans les luttes par une rupture de masse.

Les noyaux communistes :

L'étape actuelle à franchir est celle de la capitalisation politique du mouvement spontané, des différentes révoltes. Le passage à ce stade supérieur passe par la constitution de

noyaux prolétariens d'avant-garde, capables d'être à la tête de toutes les luttes. Ces noyaux poseront les problèmes en termes politiques et devront imposer la démocratie de masse. Les ouvriers communistes qui forment les noyaux sont des éléments actifs et d'avant-garde.

Pour le P.S.U. :

Cf. analyse sur les syndicats.

L'enjeu actuel porte sur notre capacité à soutenir les nouvelles formes de luttes. La force du révisionnisme dans la classe ouvrière est liée au fait que l'idéologie réformiste correspond au niveau de conscience des masses et que le P.C.F. représente une force capable de défendre la classe ouvrière en tant que groupe de pression. Dans notre objectif d'unification de la classe ouvrière en organisation politique autonome le syndicat est ambigu. On ne peut pas dire clairement si le syndicat joue un rôle unificateur ou diviseur. Nous devons caractériser le syndicat comme un mode d'organisation : c'est l'organisation de défense économique. Or les luttes économiques ne sont plus une caractéristique de la période actuelle de restructuration du capital.

La séparation plan politique-économique tendant à disparaître, c'est la perspective de dépassement des syndicats qui doit être proposée à la classe ouvrière. Dans ce cadre-là le syndicat peut être considéré comme un milieu de travail, On juge sur le terrain le travail par rapport au syndicat.

Il faut préciser ce qu'on entend par noyaux communistes. L'ouvrier communiste se juge sur sa capacité de mener des luttes de masse et sa capacité d'en tirer les conclusions. Avec ces noyaux disparaît la notion organisés-inorganisés. Deux problèmes se posent par rapport à ces noyaux : comment passer des noyaux à la constitution d'une organisation de masse ?

— cette organisation de masse on voit bien ce que ça peut donner dans un mouvement de lutte, mais on le voit mal dans les périodes calmes.

D'autres problèmes ont été abordés afin de délimiter les points d'accord et de divergences entre les camarades des deux organisations. Ces débats sur la situation du mouvement révolutionnaire, la pensée

de Mao Tsé Toung, l'importance du mouvement de la jeunesse ont permis de connaître les positions des groupes. Abordées rapidement lors du stage, ces positions devront être précisées au niveau théorique et pratique.

4° Le mouvement révolutionnaire idéologie, à quelle étape sommes-nous ? La pensée de Mao Tsé Toung

La sortie du P.C.M.L. a permis aux camarades de découvrir la pensée de Mao Tsé Toung, c'est à dire le développement du marxisme par Mao. L'apport de Mao est double :

Tout d'abord c'est ce qu'apporte le P.C.C. au peuple chinois : de justes méthodes de pensée et de travail.

D'autre part, c'est l'approfondissement continu du processus de connaissance marxiste, la liaison étroite avec les masses, de justes méthodes de direction critique et auto-critique.

P.S.U. :

Nous sommes d'accord pour dire que la pensée de Mao est le marxisme de notre époque. Le maoïsme n'est pas extérieur au marxisme ; nous sommes à la troisième époque de la révolution mondiale.

Il correspond à un développement créateur (les deux termes sont importants) du marxisme léninisme :

Sur un plan théorique :

- théorie de la contradiction ;
- théorie de la connaissance.

Sur l'analyse des classes :

- forces motrices ;
- forces principales.

Sur le rôle de l'idéologie et de la lutte idéologique dans le processus de la révolution face au capital et au révisionnisme.

Sur le rapport entre le parti et les

masses : la théorie du parti, sa stratégie.

Notre problème central est d'appliquer la pensée de Mao aux conditions concrètes de la lutte des classes en France. En aucun cas il ne s'agit de la politique du badge ou du drapeau. Il ne s'agit pas non plus de transformer mécaniquement le langage des camarades chinois (cf. des pastiches d'articles de Pékin-Information chez certains groupes). Nous devons inspirer notre pensée et notre pratique de la pensée de Mao.

Mais l'adhésion à cette pensée n'est pas importante, c'est la pratique qui est importante.

Tous les camarades présents sont d'accord pour affirmer que l'important, c'est de transformer le monde.-

Etape actuelle du mouvement révolutionnaire.

Pour le groupe ex-H.R. :

Le mouvement révolutionnaire est en retard sur son rôle historique face au mouvement de masse. Notre but est de faire passer le mouvement révolutionnaire à un stade supérieur. Du stade de groupuscules où le sectarisme d'organisation empêche la lutte idéologique, et qui sont influencés par des courants opportunistes de droite (révisionnistes), il faut penser à une organisation d'avant-garde.

V.L.R. (Vive la Révolution) à ce niveau joue un rôle de transition entre le stade des groupuscules et l'organisation d'avant-garde. L'unification ne sera possible que pour ceux qui auront réalisé des expériences de fusion. Elle se fera sur des bases de luttes de masse concrètes. Nous devons avoir des actions communes ; les divergences seront traitées comme au sein du peuple.

Pour le groupe P.S.U.

Par rapport à la construction du parti révolutionnaire, nous devons préciser la raison de notre travail au sein du P.S.U.

Nous considérons le P.S.U. comme milieu de travail (voir présentation des groupes), mais évidemment ce n'est pas l'unique façon de construire le P.R.

A l'heure actuelle, nous travaillons sur des milieux différents ce qui peut amener des divergences. La pratique tranchera.

Une des explications de succès de V.L.R. à l'heure actuelle est la réaction des camarades à la période des groupuscules. Mais il faut faire attention de ne pas tomber dans un unanimité de bon aloi, trop rapide.

L'unification des révolutionnaires doit être celle de ceux qui refusent les pratiques réformistes et révisionnistes. Un problème se pose par rapport au mouvement trotskyste, à la ligue. Aucune illusion n'est possible sur l'éventualité d'une entente avec les dirigeants de la Ligue. Mais il faudra travailler avec nombre de camarades à la base. Les marxistes léninistes seront une tendance du parti révolutionnaire qui devra par ses travaux d'explication amener les autres révolutionnaires sur ses positions.

Réponse du groupe ex-H.R. sur les trotskistes :

Les éléments de base du trotskysme font partie du mouvement révolutionnaire. Ne pas envisager d'actions communes avec la Ligue serait une absurdité. Le trotskysme est une contradiction au sein du peuple.

Quand le Parti révolutionnaire sera prêt à la réalisation, le trotskysme n'existera plus comme mouvement important.

DOCUMENT

Pour une gestion sociale, moderne, démocratique CONTRAT COMMUNAL proposé par le Parti Communiste Français

Dans chaque commune de France, les citoyennes et les citoyens vont élire leurs conseillers municipaux. Ces élections revêtent une grande importance pour la vie de chacune et de chacun de vous, pour l'évolution politique de notre pays.

— Mettre les communes à l'heure de notre temps

L'essor des sciences et des techniques est une caractéristique de notre temps.

La grande majorité des Français se concentre dans des villes, voire dans d'immenses agglomérations comme la région parisienne.

Ces transformations posent des problèmes sans précédent à la campagne comme à la ville.

Pour mieux les résoudre les communes doivent prendre toute leur place dans la société : participer collectivement aux opérations d'urbanisme, contribuer à l'équilibre entre l'emploi et le logement social, concourir plus efficacement à la satisfaction des besoins des hommes.

Mais les puissances d'argent, qui contrôlent l'économie et dominent l'Etat, veulent utiliser les communes pour satisfaire leurs appétits sans frein et pour accroître leurs profits. Leurs représentants, U.D.R., Indépendants, centristes et autres « réformateurs », cherchent à faire main basse sur les villes et les villages.

Il faut les mettre en échec.

Il faut prendre une route nouvelle.

Il faut mettre les communes à l'heure de notre temps. La France a besoin d'idées audacieuses et réalistes, d'une conception neuve de la vie économique, politique, sociale et culturelle.

Les communistes vous proposent un contrat communal pour des solutions sociales, modernes et démocratiques.

Nous vous demandons d'en débattre avec nous.

Nous ne le réaliserons qu'avec vous.

— Une gestion sociale au service de la population

La commune a pour vocation de servir ses habitants, de défendre les intérêts de l'ensemble de la population.

Logement, enseignement, sport, santé, cadre de vie, culture : les hommes et les femmes ne vivent pas que dans l'exercice de leur métier ; ils ont besoin, pour eux et leur famille, de se détendre et de se recréer, d'enrichir et d'embellir leur existence.

Mais la vie n'est pas ainsi faite dans la France d'aujourd'hui. C'est un devoir pour la commune de défendre toutes les victimes d'une politique qui frappe directement les ouvriers et les employés, atteint les intellectuels dans leurs conditions de vie et dans leurs droits, maintient la ségrégation scolaire, hypothèque l'avenir de la jeunesse, aggrave la condition féminine, en même temps qu'elle menace jusque dans leur existence les artisans, petits commerçants et paysans travailleurs.

La commune doit soutenir les travailleurs, favoriser la création d'emplois, défendre les usagers des transports, promouvoir une politique de logement social, oeuvrer pour une enfance heureuse, aider les plus déshérités : personnes âgées, handicapés, femmes seules, chômeurs, immigrés.

Telle est la politique des élus communistes ; malgré les difficultés, grâce au soutien de la population, ils parviennent à des réalisations sociales appréciées.

La commune est la division territoriale la plus proche du citoyen. C'est à son niveau et au niveau des quartiers qui la composent que de nombreux besoins peuvent être, avec la participation des intéressés, le mieux ressentis, définis et satisfaits.

Nous voulons que la ville devienne un lieu d'échanges vivants entre les quartiers.

Le quartier doit offrir un cadre de

vie humain avec ses écoles, ses commerces, son centre socio-culturel, sa crèche et ses terrains de jeux.

Les habitants cesseront ainsi d'être perdus dans la ville ou dans la cité pour retrouver le contact, exprimer ensemble leurs besoins et défendre ensemble leurs intérêts.

A la campagne, la médiocrité des ressources communales prive les populations rurales des équipements modernes et du confort nécessaire. Le regroupement autoritaire des communes ne résout rien. Par contre, les fusions peuvent être bénéfiques, à condition d'être décidées volontairement par les conseils municipaux et la population.

Il est urgent que dans les régions rurales des solutions nouvelles, dignes de notre temps, soient apportées aux questions de l'emploi, de l'habitat, de l'aménagement, de l'enseignement, de la santé, du sport et de la culture.

— Une gestion moderne et efficace

La solution des grands problèmes de la France dépend naturellement de l'action de l'Etat. Elle exige un plan démocratique de développement économique et social.

Mais l'Etat français est excessivement centralisé. Malgré les promesses démagogiques, il intervient de plus en plus dans les affaires des communes et les contrôle étroitement.

A notre époque, la solution de chaque problème exige le concours des usagers et des spécialistes les plus divers.

Il faut décentraliser les pouvoirs.

Il faut en même temps coordonner les activités économiques, sociales et politiques au niveau de la nation, de la région, du département et de la commune.

Décentralisation et coordination permettront, avec le concours d'un personnel qualifié, et grâce aux techniques actuelles, d'adapter les

services communaux aux tâches et au rythme de la vie d'une nation moderne.

Moderniser l'administration communale, c'est aussi favoriser et développer la coopération intercommunale.

Les communes doivent pouvoir s'associer démocratiquement pour élaborer ensemble leurs plans d'avenir et réaliser des équipements fonctionnels dans les conditions financières les plus avantageuses.

En coopérant, les communes peuvent organiser plus rationnellement la vie collective, favoriser la création d'emplois proches des lieux d'habitation, obtenir plus facilement l'amélioration des transports, établir la carte scolaire la plus favorable à la jeunesse, rapprocher des habitants les différents services, utiliser à plein les installations sportives et les équipements culturels.

C'est cette coopération qui permettra d'assurer de façon démocratique révolution nécessaire des structures communales.

Quant à Paris, il continue à subir un régime d'exception : un préfet tout-puissant, pas de maire, un conseil sans pouvoirs réels ; la population de la capitale est traitée en mineure.

Il faut à Paris un statut démocratique ; la capitale doit obtenir les mêmes droits que nous réclamons pour les autres communes.

— Des moyens financiers indispensables

Une commune sans argent est comme un corps sans oxygène : elle s'asphyxie.

Victimes d'un système fiscal injuste et inadapté, les communes ploient sous des charges écrasantes, voient réduire leurs subventions et restreindre leurs possibilités d'emprunter. Cependant, les collectivités locales assurent les deux tiers du coût des équipements collectifs. Et le VI^e Plan, élaboré par le gouvernement, prévoit d'aggraver encore l'inégale répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les communes.

Le montant des impôts devient insupportable pour les familles à revenus modestes. Dans l'immédiat, le calcul de la contribution mobilière devrait tenir compte des ressources

des habitants ; celui de la patente devrait être démocratisé.

Mais surtout, la France a un besoin urgent d'une réforme démocratique des finances locales. C'est ainsi que le système des subventions d'Etat place les décisions des conseils municipaux sous la dépendance du pouvoir central. Peut-on parler dans ces conditions d'autonomie communale ?

La solution moderne et démocratique consiste à donner aux communes les moyens financiers nécessaires pour répondre pleinement aux besoins de leurs habitants.

Dans le cadre de la législation actuelle, nous agissons pour que les communes obtiennent davantage de crédits et d'emprunts.

Pour l'avenir, nous voulons qu'un pourcentage suffisant du revenu national soit réservé à l'ensemble des communes et qu'il soit réparti entre elles selon leurs besoins, par des méthodes démocratiques. A charge pour elles d'utiliser au mieux cet argent.

Il est nécessaire que les communes puissent réaliser des emprunts dans de bonnes conditions. Celles dont l'expansion rapide exige de gros investissements doivent bénéficier de mesures spéciales dans le contexte d'une programmation régionale.

Il faut mettre fin à l'accaparement des terrains par les banques. Les communes doivent pouvoir se réserver tous ceux qui sont indispensables à l'implantation de zones d'emploi, aux équipements publics, au logement. Il est bien entendu que les intérêts légitimes des habitants concernés par ces opérations seront scrupuleusement sauvegardés.

Ces diverses mesures procureront aux communes les moyens nécessaires à une gestion mise au service de la population.

— Une gestion démocratique

Les citoyens entendent aujourd'hui participer à la direction des affaires qui commandent leur destin.

Cette exigence est juste.

Nous, communistes, voulons lui donner vie.

Dans les affaires de la commune, comme dans celles du département, de la région et de la nation, nous

voulons que la démocratie, s'appuyant sur des assemblées élues au suffrage universel et au scrutin proportionnel, fasse de chaque Français un citoyen à part entière.

Nous disons que les pouvoirs des conseils municipaux doivent être étendus et que les élus, en nombre suffisant, doivent disposer des moyens de remplir leur mandat.

Dans les municipalités qu'ils dirigent, et dans celles auxquelles ils participent, les élus communistes veulent associer plus encore la population à la gestion des affaires communales.

Ils s'efforcent, avec les modestes moyens municipaux, de garantir à tous le droit à l'information ; sur chaque problème, ils soumettent à la discussion et au jugement de tous les solutions possibles ; ils associent les usagers à la gestion des équipements publics ; ils font appel à la fois à l'esprit critique et au sens des responsabilités ; ils stimulent l'action des habitants pour obtenir les moyens de satisfaire leurs besoins.

Les municipalités communistes favorisent l'activité de multiples associations, syndicats, amicales, comités qui permettent aux citoyens d'apporter leur contribution à la gestion des affaires publiques.

Commissions, groupes de travail, comités de quartiers peuvent animer également cette participation.

La gestion d'une commune nous concerne toutes et tous, individuellement et collectivement.

Lorsque les réactionnaires, quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils se présentent à vous, parlent de « participation », comment leur faire crédit ? Comment pourraient-ils associer la population à leur action communale puisqu'ils servent en fait les intérêts d'une minorité de privilégiés.

Nous, au contraire, nous pouvons véritablement associer les citoyens et les citoyennes à la gestion des communes parce que les solutions réalistes que nous venons de vous exposer sont conformes aux intérêts de l'immense majorité de la population. Elles répondent de notre sincérité.

Concluons ensemble, vous et nous, un contrat pour une gestion municipale sociale, moderne et dé-

mocratique !

Comment remplir ensemble les termes de ce contrat ?

Nous vous appelons à participer avec nous, dans chaque commune, à l'élaboration du programme municipal que défendront ensuite nos candidats.

Mieux : nous vous convions à participer activement à sa réalisation.

C'est avec votre concours, c'est avec l'aide de la population que nos conseillers municipaux, prenant leurs responsabilités dans le cadre des pouvoirs qui sont les leurs, appliqueront le programme sur lequel vous les aurez élus.

Pour favoriser votre participation, nous proposerons à vos suffrages des listes d'union pour une gestion municipale sociale, moderne et démocratique, qui comprendront des candidats communistes compétents et dynamiques, mais aussi des

hommes et des femmes représentant les diverses couches sociales et animés de convictions démocratiques sincères.

Voilà ce que nous vous proposons.

En scellant avec nous ce contrat, en soutenant les candidats qui s'engageront à le réaliser, vous ne vous prononcerez pas seulement pour une gestion municipale qui répondra à vos intérêts.

Vous vous prononcerez en même temps pour l'union de l'immense majorité de la population, pour l'union des salariés des usines et des bureaux, des ingénieurs, des techniciens, des enseignants, des paysans, de tous ceux et de toutes celles qui vivent honnêtement de leur travail et de leurs talents. Tous ceux-là — et vous en êtes — souffrent aujourd'hui des méfaits qu'engendre la domination des grandes sociétés capitalistes sur la vie du pays. Comme eux et avec nous, vous voulez un chan-

gement profond de politique. Pour cela, il n'y a qu'un moyen les forces ouvrières et démocratiques doivent cesser d'agir en ordre dispersé ; elles doivent unir leurs efforts.

C'est ce que veut le Parti Communiste Français.

En soutenant les listes que nous présenterons, vous donnerez de nouvelles chances à nos efforts unitaires.

Vous voulez et nous voulons une France nouvelle, une France où il fera meilleur vivre.

Nous la ferons ensemble !